

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

JEUDI

25

MARS

1976

N° 144

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Giscard à la télévision

MENACES ET FAIBLESSES

L'intervention télévisée hier soir, de Giscard, se situait dans un contexte bien particulier. Alors que les luttes connaissent aujourd'hui un renouveau important alors que la crédibilité de Giscard et de son gouvernement est au plus bas, le chef de file de l'impérialisme français voulait faire la démonstration qu'il est capable de colmater les brèches et de raffermir le pouvoir de la classe qu'il représente ! A tous points de vue, c'est un échec, sans surprise, d'ailleurs.

L'échec, parce que ce n'est pas en rabâchant le thème désormais bien éculé de la réforme, que Giscard pourra convaincre des travailleurs que les choses sont en train de changer. Les réformes déjà effectuées en deux ans n'ont rien changé d'essentiel dans la vie des masses. Ces dernières en ont fait l'expérience. Alors, ce n'est pas celles promises aujourd'hui qui pourraient faire illusion, surtout quand Giscard les double de menaces précises, réclame explicitement la modération des revendications pour ne pas compromettre la reprise, ou accuse les grévistes de semer le «désordre».

Echec aussi, parce que Giscard s'avère bien incapable de rendre confiance aux partis bourgeois qui le soutiennent, et de surmonter les divisions qui les agitent. L'échec des cantonales qui ont vu la gauche triompher, la tornade monétaire et la dévaluation du franc, la reprise des luttes, autant de faits récents qui ont déclenché dans la «majorité» parlementaire se reconnaissant dans Giscard

perte de confiance et division devant la peur d'un printemps chaud. Deux solutions bourgeoises s'opposent :

- l'une clairement affirmée par Debré et qui a un écho important dans l'UDR, c'est l'affirmation ouverte d'un état fort, autoritaire, le renoncement au modèle de la réforme, qui, pour Debré, se démarque insuffisamment des thèmes de la «gauche» ;

- l'autre, au contraire, c'est le renforcement du matraquage sur la réforme, le pillage plus complet du programme commun de la «gauche»...

Entre les deux positions, pas d'opposition irréductible dans les faits : la politique répressive, les restrictions des libertés démocratiques, l'emploi de la force armée dans les manifestations et contre les grévistes sont parfaitement compatibles avec la «politique réformatrice» de Giscard. Il l'a prouvé à Aléria, à Montredon, dans les usines occupées. Simplement, Debré réclame que l'on fasse du thème de l'auto-

rité de l'état, le thème idéologique central de la propagande de la droite.

Mais au delà de cette querelle, ce qui est significatif et nouveau, c'est qu'elle se déroule sur la place publique, qu'elle prend de l'ampleur, c'est que les hommes politiques soutenant Giscard mettent ouvertement en doute sa capacité à faire face à un printemps chaud, à concurrencer la «gauche» ! A cela Giscard n'a su que répondre pour ressouder les rangs de ses troupes : il confie à l'UDR Chirac le soin de coordonner l'action présidentielle, mais il persiste à mettre le thème de la réforme, critiqué par l'UDR, au centre de sa propagande. Il affirme le caractère libéral de l'état, mais il met en avant toutes les répressions qu'il a su mener en Corse, à Djibouti ou contre les syndicalistes inculpés à propos de l'armée. Ce faisant, dans ses propres rangs, il ne satisfait ni les uns, ni les autres, il accroît les divisions.

suite page 6

Méprisant la démagogie... les cheminots ont choisi la voie de la lutte



Argentine :

SOUS LA BOTTE DES MILITAIRES

Les 21 mois de gouvernement d'Isabel Peron avaient vu le pays s'enfoncer peu à peu dans la situation que nous avons décrite le 23 mars : chaos économique, crise politique et institutionnelle, cycle sanglant de la répression, des enlèvements et des assassinats. Face à cette situation, l'armée avait été amenée à assumer des pouvoirs croissants dans le domaine de la répression, si bien que l'on parlait à Buenos Aires de coup d'état «par mensualités». Cela n'a pas suffi et l'armée, après une éclipse de 3 ans, retrouve la totalité du pouvoir pour assurer un ordre qui a des précédents sinistres en Amérique Latine.

voir page 7



Peugeot (Mandeure)

LA LUTTE CONTINUE

voir page 4

OPPRESSION ET RÉVOLTE DANS LE CHILI DE PINOCHET

par Alain Labrousse. p. 12

● Ce qu'on fait manger aux Français. -P2-

● Les mesures pour la famille -P3-

● La bavure de Chinaud -P3-

● Les doutes sur la sécurité du nucléaire -P6-

● Intervention Centrale du PCR (m-l) du 21 mars -P9-

● La vie du journal -P10-

ENQUÊTE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS (21)

Arrivés près du terme de notre enquête «Ce qu'on fait manger aux Français», nous publions une série d'extraits de témoignages de paysans, d'ouvriers, de travailleurs consommateurs.

Dans cette même page nous donnons la parole aux Associations Populaires Familiales. Les APF ont engagé, dans un certain nombre de localités, des actions intéressantes pour la défense des intérêts des travailleurs et se démarquent ainsi des positions réactionnaires de la plupart des organisations de consommateurs.



Éléments d'information sur une boulangerie industrielle

Nous allons dans les lignes qui suivent, essayer de faire mieux connaître à la fois les conditions de travail des O.S. de cette entreprise et les procédés de fabrication employés par les capitalistes pour faire des profits maximums sur le dos des travailleurs de l'usine et sur la santé des autres travailleurs-consommateurs.

L'achat par le groupe Jacquet-Duroi de l'entreprise semi-artisanale a entraîné en plus de l'augmentation des cadences de travail par l'installation de chaînes de fabrication et la suppression d'emplois par l'installation de techniques nouvelles sur des vieilles machines mais aussi une réduction de la quantité de sucre remplacé par une succession de «par-

fums autorisés» et autres agents de fabrication.

Notons en passant la présence d'ammoniaque dans la pâte pour choux et éclairs à garnir. En faible quantité mais si on en mange souvent l'organisme doit finalement avoir des difficultés à le supporter. En tout cas celui qui en avale le plus c'est le travailleur qui en manipule durant son travail et qui respire l'air aux alentours des pétrins qui en contiennent.

LA CUISSON

Fours industriels cela signifie d'abord émanation de gaz de toutes sortes sur la

merchandise par le passage continu de tapis porteur dans la chambre de cuisson soumise en permanence à une température de 200 à 300°.

C'est aussi cadences très rapides d'enfournement et de sortie (il n'est pas rare d'entendre des plaques tomber des mains du travailleur dont les réflexes au bout de plusieurs heures à ce poste sont amoindris).

La diversité des produits autant par leur volume et leur contenu entraîne des températures de cuisson très différentes, mais l'obligation de vider le four pour changer de réglage entraînant une perte de temps a conduit les chefs à

maintenir une température moyenne et en ne changeant que la ventilation et la vitesse. Le changement de vitesse parfois dix ou vingt fois dans le temps de travail n'est pas rare. Ce qui entraîne évidemment un déséquilibre dans le rythme de travail et une fatigue supplémentaire mais aussi entraîne souvent des erreurs de cuisson de la part du régleur du four (chef d'équipe). Un exemple : on enfourne des grosses brioches juste derrière les pains au chocolat - on doit ralentir - mais si on le fait trop tôt ou trop tard, il sort des pains au chocolat à moitié cuits ou des brioches brûlées. Dans le cas des brioches brûlées, étant donné que cela se voit on est bien obligé de les mettre au déchet, mais des pains au chocolat à moitié crus s'ils ne sont pas trop clairs ils sont quand même emballés et vendus !!!

En espérant que vous pourrez vous servir de nos informations pour vos articles sur l'alimentation des travailleurs et en attente de «nous» lire dans le QdP, recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles de Syndicalistes.

Des travailleurs de LA PROMA S.A. filiale de Jacquet Duroi.

P.S. Au moment où Duroi fait de la publicité pour des brioches, que nous fabriquons, à la Télé, il n'est pas mauvais de lui faire la nôtre !

Parmi vos lettres

DE SAINT DENIS

«Le contenu est intéressant, il nous montre bien comment la bourgeoisie se moque de la santé des travailleurs et qu'avant tout c'est le profit qui compte et le danger que représente aujourd'hui cette fraude sur l'alimentation va dans le sens de jouer sur l'avenir de l'homme.

Il serait intéressant à l'aide du QdP d'appeler au boycott de certains produits reconnus dangereux (de la contre publicité). Il est temps d'engager un travail sur ce front car c'est directement notre santé qui est en jeu. Le QdP peut aussi lier le problème de la pollution qui est un danger aussi important...»

DU NORD

«C'est la femme du mineur qui s'occupe entièrement de la nourriture ; le matin, elle fait le déjeuner : si il y en a qui travaillent en poste, elle se lève plusieurs fois (à 3 h, 5 h). A midi, chacun mange à l'usine, avec des tartines préparées le matin.

Le soir, chaque fois qu'il y en a un qui entre, son plat est prêt. Il mange, dès qu'il est arrivé : de la viande avec pommes de terre (dans une famille de mineurs on consomme plusieurs kilos de patates par jour). Les repas du soir, en semaine, ne se prennent jamais ensemble...

C'est seulement devant la télé que toute la famille se retrouve en grignotant des tartines. Le samedi et le dimanche on mange ensemble, sauf pour ceux qui travaillent le samedi».

Une jeune ouvrière de la région des mines.

UN ELEVEUR DE SAONE ET LOIRE (Pollution industrielle et alimentation).

«Le molybdène est véhiculé par le sang et on le retrouve dans le foie. Pour les animaux, c'est un produit dangereux, à forte dose, elles en crèvent, pourtant la SICASEL nous achète les bovins et ils sont consommés. S'il y a des dangers de mort pour les vaches cela doit être dangereux pour l'homme de manger de la viande que le sang chargé de molybdène a baignée».



Interview de Michel Louis (extraits)

SECRETARE NATIONAL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS POPULAIRES FAMILIALES. (consommation)

propos recueillis par P. Pujol

QdP : Quelles actions avez-vous ou comptez-vous mener sur la question de l'alimentation ?

ML : Nous prévoyons de lancer à l'automne une action sur les additifs et la qualité des aliments. En permanence, se mènent des actions à la base. Les grandes surfaces mettent en vente des produits dont la date est dépassée. Les travailleurs sont mal informés et comme l'homme et la femme travaillent, ils achètent très vite et ne regardent pas toujours la date. Il y a quelques mois une action a été menée à Chauny, dans l'Aisne. Un supermarché mettait en vente des produits périmés, et ce, malgré l'avertissement des APF. On a fait un tract et appelé une manifestation devant le grand magasin : il est venu 100 personnes. Il a été décidé de rentrer dans le magasin et d'entasser dans les charriots tous les produits trop vieux. Un, puis deux caddies ont vite été remplis. La police maison est intervenue, mais

devant le nombre, la direction a été obligée de discuter : tout le magasin était paralysé par l'espèce de meeting qui s'y tenait car tous les clients venaient voir et écouter. On a rappelé au directeur la loi de 72 sur les dates, et on l'a prévenu que si ça continuait, on irait plus loin. Puis des tracts ont été distribués dans toute la ville, plusieurs centaines de personnes sont venues aux réunions qu'on a appelées. Depuis, dans le magasin, les dates limites sont respectées et nous exerçons une surveillance constante.

QdP : Avez-vous mené des actions en jonction avec des paysans, des travailleurs du commerce ou de l'alimentation ?

ML : Nous avons soutenu la grève des Nouvelles Galeries de Thionville. Nous sommes entrés dans le magasin, malgré les forces de l'ordre, avons distribué des tracts aux clients, avons popularisé la grève sur les quartiers. A

Rennes nous avons soutenu la grève de Mammouth, à la Roche sur Yon aussi. Dans ces grèves, les patrons des grandes surfaces, s'adressent toujours aux consommateurs pour les dresser contre les grévistes : «c'est à cause d'eux que vous ne pouvez pas faire vos achats» ou «si on augmente les employés, les prix augmenteront !». Nous expliquons aux travailleurs, qu'ils sont du même côté que les vendeuses... Que si on n'augmente pas les salaires, c'est aussi notre consommation qu'on ne peut augmen-

ter... QdP : Que pensez-vous de l'orientation politique des autres organisations de consommateurs ? De la notion même de «consommateur» ?

ML : Aujourd'hui, le «consommateur» est à la mode, parce que cela répond à des préoccupations concrètes. Seulement le pouvoir est

passé maître dans l'art de récupérer, en noyant la notion de classe. Nous, nous ne défendons pas tous les consommateurs, mais seulement les travailleurs dans leur fonction de consommateurs. Ce n'est pas le cas pour toutes les organisations de consommateurs. Beaucoup vivent en marge du pouvoir, à droite. Par exemple : l'UFC (Union Fédérale des Consommateurs qui édite Que Choisir) est très réactionnaire... Nous nous servons de Que Choisir comme de 50 Millions comme sources de données, mais sans illusions.

QdP : Comment expliquer alors le ton alarmiste des revues de ces organisations ?

ML : C'est parce qu'il y a d'énormes abus, comme certains casques motos qui sont de la vraie guimauve ! Ces gens là se battent pour un meilleur fonctionnement du système. Ils font le raisonnement que s'ils ne le disent pas eux, d'autres le diront !

POLITIQUE

mesures «en faveur» de la famille CAMOUFLER LE CHOMAGE

Hier, en conseil des ministres, une série de mesures dites en faveur de la famille, ont été examinées. Mesures sans surprise, elles avaient déjà fait l'objet d'un précédent conseil restreint, annoncées le 1^{er} janvier. Une telle insistance paraît ridicule pour des mesures insignifiantes. Il faut vraiment que ce gouvernement soit à court de réformes, pour éprouver le besoin d'orchestrer un tel battage à épisodes sur ses projets de loi.

Ce qui caractérise avant tout ces propositions, c'est leur insignifiance. On peut être certain qu'elles ne couteront pas cher. Elles seraient, nous dit-on, destinées à inciter les familles à avoir plus d'enfants. A supposer que le principal frein à la natalité soit de nature économique, ce n'est pas ces mesures dérisoires qui lèveront ces obstacles. En fait, le gouvernement n'a pas pour souci d'accroître le taux de natalité, tout au plus entend-il le stabiliser au niveau actuel, d'ailleurs ses prévisions sont fondées sur un faible développement démographique. Si ces mesures se présentent comme natalistes, c'est pour se dédouaner par rapport à ceux qui au sein de la bourgeoisie réclament de telles mesures, tel Debré, mais elles sont bien loin de ce qu'ils demandent. Elles visent beaucoup plus à nous entretenir dans l'idée que la place de la femme est plutôt au foyer qu'à l'usine.

Ainsi, l'allocation de ressources pour les femmes est une allocation chômage déguisée. Quant à la dispense de service militaire pour les pères âgés de moins de 22 ans, elle vise à stabiliser les jeunes, en partant du principe que des jeunes qui ont des enfants sont moins enclins à la révolte. En même temps, elle doit permettre de diminuer les effectifs du contingent jugé par les autorités militaires trop élevé. En l'occurrence, cette mesure amènera des économies budgétaires.

● HAUSSE PROCHAINE DE L'ESSENCE ?

C'est en tout cas ce que réclame l'Union des Chambres Syndicales de Pétrole, qui expliquent que le relèvement du dollar se traduit pour les pétroliers français par une augmentation du prix du brut. Il faudrait mesurer effectivement la répercussion qu'à la décote du franc sur le prix du brut, car les compagnies pétrolières sont habituées de la pratique de l'intoxication pour relever leurs prix. Il reste que ce pourrait être là une des premières hausses liées directement à la sortie du franc du serpent monétaire européen. Au moment où Fourcade, dans sa «lutte sans merci contre l'inflation» réduit le crédit à la consommation !

Confiner les femmes au foyer pour camoufler une partie du chômage et les couper des luttes, voilà ce que tente d'imposer le gouvernement sous couvert de mesures «en faveur de la famille». Les revendications des travailleurs sont une nouvelle fois totalement ignorées : crèches, revalorisation des allocations familiales, logements décentes et spacieux... tout ce qui permettrait aux couples d'avoir et d'élever le nombre d'enfants désiré sans pour autant obliger les femmes à garder la maison.

LES MESURES

- Garantie des ressources pour les mères seules : les femmes seules (mères célibataires, veuves divorcées) recevront une allocation mensuelle de 900 Frs auxquels s'ajouteront 300 francs par enfant à charge pendant un an après «le fait générateur de leur situation» : naissance, divorce, décès du conjoint. Cette mesure ne concernera que 30 000 femmes chaque année, elle ne permet pas de vivre décemment, même avec les allocations supplémentaires auxquelles un certain nombre de femmes ont déjà droit, mais elles inciteront un certain nombre de femmes qui ont des salaires très bas (la majorité) à quitter leur travail, avec le risque de ne

pas en retrouver après la période d'un an d'attribution de l'allocation.

- Dispense du service national pour les pères âgés de moins de 22 ans.

- Institution du service «Adoption» de 8 semaines pour les femmes qui adoptent un enfant.

- Les femmes fonctionnaires qui ont le droit de prendre un «congé sans solde» de deux ans conserveront la moitié des droits d'avancement et d'ancienneté correspondants à ces deux ans.

- Création d'un statut des nourrices et des gardiennes d'enfants.

- Enfin est prévu de fondre en une seule allocation le salaire unique, les frais de garde, l'allocation de mère au foyer.

PONIATOWSKI CENSURE CHINAUD



Une reprise en main qui rend Chirac penaud (derrière Dominati et d'Ornano)

Les factions de la majorité giscardienne n'ont même pas mis une sourdine à leurs querelles pour le grand jour où leur chef doit parler. Au contraire.

Le groupe des réformateurs d'abord a pris soin de se distinguer et d'affirmer «sa volonté de réformes». Il exige par ailleurs du gouvernement, une déclaration de politique générale lors de la rentrée parlementaire, pour bien marquer, comme l'affirme Lecanuet depuis plus de dix ans, que les réformateurs sont pour la réforme, eux.

Mais l'événement le plus significatif a été hier, la censure par Poniatowski, (R.I.) d'une interview de Chinaud (R.I.) qui devait paraître dans le Figaro. L'interview en fait, est parue dans les éditions de province, qui sont imprimées l'après-midi. Pourquoi le ministre de la police a-t-il pris cette décision ?

Monsieur Chinaud, qui avait passé tant d'années en faculté sans avoir le moindre diplôme, Monsieur Chinaud qui après avoir été un temps secré-

taire général des R.I. n'est plus que le chef des R.I. de l'Assemblée Nationale, Monsieur Chinaud donc se permettait de contredire exactement ce que Giscard allait dire à la télévision.

En effet, il prenait, dans son article, la défense d'une «mécanique pour coordonner la majorité» et il appelait de ses vœux une équipe de responsables qui préparent, seuls, sous le signe de la majorité présidentielle, les échéances de demain, équipe devant tenir compte de «l'équilibre parlementaire». Or, Giscard avait pour sa part, une idée très différente puisqu'il annonçait hier soir, qu'il char-

geait Jacques Chirac de «coordonner et organiser l'activité des partis».

On comprend, dans ces conditions, la censure de Poniatowski sur l'article de Chinaud. Mais son geste maladroit, qui n'a pas réussi à étouffer cette bavure, n'aura en fait, qu'à amplifier l'écho des divergences internes de la majorité. Le lièvre levé par le ministre de l'intérieur aura, bien involontairement, donné à voir un peu de la fébrilité qui agite le panier de crabes de la majorité, et que l'apparente sérénité de Giscard ne peut plus contrôler.

Paul LEFORT

en bref...

- JACQUES BOREL PLUS RICHE QUE JAMAIS

Les ouvriers et employés de Borel seront contents d'apprendre que ce patron de choc entend distribuer cette

année 7,5 millions de francs à ses actionnaires. De plus, l'homme, qui est prévoyant, a déjà décidé de distribuer 11 millions l'an prochain, soit une participation aux bénéfices (dividende) supérieure de 50 %. Autrement dit, c'est le moment de

QUE FAIT MITTERRAND A CARCASSONNE ?

Ce jeudi 25, Mitterrand est en visite à Carcassonne, préfecture de l'Aude, département où la révolte des viticulteurs est particulièrement intense.

Il doit y rencontrer les nombreux élus, conseillers généraux, maires, etc., etc. du P.S., les responsables locaux des syndicats ouvriers et les représentants des viticulteurs.

L'Aude est un «fief» du P.S. Au conseil général, par exemple, sa domination est nette : 29 P.S., 3 P.C., 1 «socialiste indépendant», 2 U.D.R., 1 modéré soutenu par la majorité. Cependant les ombres ne manquent pas au tableau. Le CERES et les jeunes recrues du parti ne font pas toujours bon ménage avec les vieux notables traditionnels. Et puis, lors du second tour des cantonales, les voix du P.C.F. ne se sont pas toutes reportées, il s'en faut, sur les candidats du P.S. arrivés en tête. C'est très net dans les villes importantes comme Carcassonne et Narbonne et aussi dans des centres urbains plus modestes comme Quillan. De quoi entretenir quelques conversations...

Avec les représentants des viticulteurs, Mitterrand pourra parler du projet d'office du vin que défend le P.S. Ce projet est très près - sinon identique sur le fond - de celui des dirigeants viticoles habitués des couloirs de Matignon. Cet office ne comprendrait que les représentants de producteurs de vin. Son but proclamé est de donner un certain pouvoir à la profession viticole pour

«régulariser» le marché et assurer un revenu décent aux viticulteurs. En fait cet office ne ferait - peut-être - qu'amortir les contre coups les plus criants sans apporter en quoi que ce soit un remède au problème de fond. Les gros céréaliers ont depuis longtemps su accaparer, au service de leurs intérêts, l'office du blé qui fut conçu sur le même type.

Cet office du vin proposé par le P.S. est différent de celui que préconise le P.C.F., partisan d'un office «interprofessionnel» c'est à dire composé de viticulteurs et de négociants en vins. Ceci fondé sur l'argument qu'un office simplement composé par la profession viticole ne tarderait pas à entrer en conflit permanent avec les vieux négociants, conflit qui à la longue, ne pourrait être que préjudiciable aux viticulteurs... Les producteurs de viande qui ont un office de ce style ont très vite compris que cela les plaçait sous la coupe du négoce.

Le fait que le système actuellement en place s'accommode facilement d'offices conçus aussi bien comme celui proposé par le P.S. que comme celui proposé par le P.C.F. nous éclaire suffisamment sur leur nature profonde : ils sont des instruments de gestion du capitalisme et n'ont rien à voir avec les solutions favorables aux travailleurs.

Ce que fait Mitterrand à Carcassonne ? Il tente de récupérer la révolte des viticulteurs, et leur propose la sordide cuisine des rivalités internes de l'union de la gauche...

Le gouvernement veut étrangler la consommation

Le Conseil National du Crédit a annoncé hier une importante restriction du crédit à la consommation. La durée maximale du crédit est ramenée de 30 à 24 mois pour les automobiles, et de 24 mois à 21 mois pour les autres biens. Le versement comptant obligatoire qui est de 20 % n'est pas modifié. L'explication officielle prend prétexte des dangers de redémarrage de l'inflation, comme si elle s'était jamais arrêtée !

En réalité, Fourcade qui vient de libérer progressivement les prix industriels, comme le demandait le patronat depuis un an, se rattrape dans l'austérité, mais sur la consommation populaire.

La logique du capitalisme apparaît bien dans cette nouvelle mesure : c'est au moment où les patrons annoncent une reprise qu'il faut immédiatement que les travailleurs en pâtissent. Ainsi, il est une fois plus prouvé que la santé du capital est contraire à la santé des travailleurs !

demandeur des comptes à Borel, et des augmentations.

- RASSEMBLEMENT POPULAIRE A BASTIA

Le 3 avril aura lieu à Bastia un grand ras-

semblement populaire pour demander la libération des patriotes corses encore emprisonnés par la Cour de Sureté de l'Etat, et l'arrêt des poursuites contre les militants corses.

LUTTES

ils luttent en ce moment

Outre les secteurs qui avaient démarré l'action mardi, on trouve désormais en grève :
SUR PARIS-SUD-EST : Les dépôts de Villeneuve St Georges, La Roche Migenne, Montargis, Melun, et la gare de Paris-Lyon : des roulants au bureau de soldes, service après service... toutes les catégories de cheminots entrent en lutte ! La grève reconductible en Assemblée Générale, telle est la forme généralement adoptée par les travailleurs.

NANTES

La grève est pratiquement générale : un seul train est parti mercredi matin ! Le mouvement est suivi entre 80 et 90% chez les agents de conduite ; à 60% par le personnel administratif. Une réunion mercredi à 17h. devait se tenir pour la poursuite de la grève !

LYON

La lutte semble devoir continuer du fait que n'est rien sorti des négociations. Très forte participation à Perrache (70%) ; Sibelin - Lyon-Vaise - Guillotière (90%) ; Ateliers d'Oullins (85 - 70 %) ; mais le triage de Chasse n'avait pas appelé avant mercredi soir.

SAINT-ETIENNE

Le pourcentage est plus fort que d'habitude : près de 70%. Les trains-postes ne passent plus...

MARSEILLE

Dans notre région, les arrêts de travail ont commencé dès hier matin, et ont gagné tous les grands centres dans le courant de la journée, partout. Dès l'après-midi, l'essentiel de l'activité était stoppée à Marseille, Avignon et Nice. Hier, tous les autres centres devaient arrêter à leur tour. En principe, ces arrêts de travail se poursuivront jusqu'à jeudi.

A Arles, mardi soir, après une importante réunion, les syndicats CGT et CFDT de la SNCF ont appelé le personnel de toutes les catégories à une grève de 24h.

Ceux d'Avignon, à l'appel des syndicats CGT et CFDT ont cessé le travail mardi midi, à une grande majorité pour les roulants et les services de travailleurs en 3/8. Quant aux sédentaires, ils rejoignent le mouvement hier matin. La grève est de 24h., renouvelable tous les jours. Les cheminots de Béziers ont décidé de se mettre en grève à partir d'hier matin.

Mercredi matin, 16 régions SNCF étaient touchées par la grève. A midi, 19 l'étaient (sur 25). Mercredi soir, c'était la presque totalité ! Les roulants de la région de Metz ont donné le signal sur l'Est. Dans la région de Reims, la grève se renforce autour de Chalon, Reims, St Dizier. Tandis que dans la région voisine d'Amiens, hier après-midi, seul Ternier n'était pas en lutte... Sur le secteur de Chambéry, la grève est partie de Bourg et Ambérieu, pour gagner d'abord Chambéry (local) et le reste de la région pour laquelle un appel commun CGT-CFDT a été la nécessité pour le renforcement du mouvement : Modane semble devoir être rapidement touché...

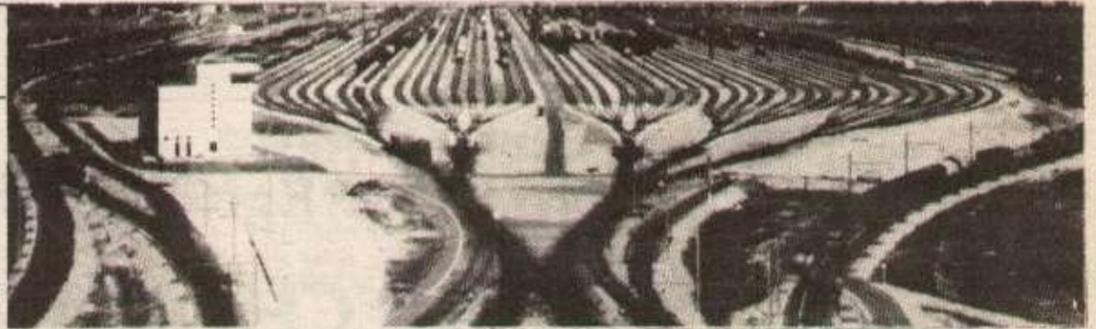
ORLÉANS

ON LUTTE AUSSI SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL !

Les Aubrais sont totalement paralysés par la grève depuis mercredi. Jamais une grève n'a été autant suivie (100 % de roulants, 90 % à l'entretien, etc...). Dès 6 h 30 d'importants piquets de grève étaient en place. La grève a été lancée pour 24 h, reconductible et l'Assemblée Générale doit décider l'occupation si satisfaction n'est pas donnée aux cheminots. Des discussions ont lieu avec les quelques grévistes pour les rallier démocratiquement à l'action. Les roulants ont démarré le mouvement hier à 26 h tandis que ceux d'autres dépôts arrêtaient leurs trains en gare des Aubrais et se mettaient en grève immédiatement. En plus des revendications globales (pas de salaire inférieur à 2000 F, 104 jours de repos dans l'année, etc...) les cheminots mènent la lutte sur les principes d'organisation du travail à la SNCF, par exemple contre la médecine du travail. Reprenant la vieille revendication syndicale du libre choix du médecin (les cheminots ne peuvent consulter que des médecins SNCF) les travailleurs de l'entretien sont allés ce matin à plus d'une cinquantaine demander des comptes au médecin patronal, celui-ci ayant une attitude méprisante vis-à-vis des cheminots, surtout les jeunes, qu'il traite de fainéants dès qu'ils ont un arrêt de travail pour maladie ou blessure.

correspondant S.N.C.F. ORLEANS.

S
N
C
F



RENFORÇER LA LUTTE

A 17 heures hier, c'était «la rupture», aux dires mêmes du Secrétaire Général de la CGT (Argalon). La CGT et la CFDT ont claqué à juste titre la porte de la salle de St-Lazare où (de fait) aucune négociation n'a eu lieu ! «On en a assez entendu comme ça ! Visiblement la SNCF ne cherche qu'à faire signer son accord au rabais».

Ce que le PDG «proposait», ce n'était que des broutilles (1 point et demi d'indemnité de résidence au lieu d'un point, et le renoncement à la 5^e zone de salaire...). En fait le but de cette journée n'a été, du côté du pouvoir, que d'obtenir la signature des roulants de la FGAAC (autonomes) ! Pour cela, la SNCF a lâché la suppression du T5, une redistribution de 0,75 % de la masse salariale pour les seuls Agents de Conduite. Cette manœuvre de division est bien orchestrée : déjà mercredi soir, la radio et la télé prétendaient que des trains rouleraient en nombre à St-Lazare, à la gare de l'Est... Comme si les «échines souples» de la FGAAC allaient changer à eux-seuls la face des choses : allez donc voir à

Villeneuve St-Georges si les 7 ou 8 «militants» de la FGAAC peuvent dégager tout le triage !

L'important, c'est bien plutôt l'attitude des directions confédérales sur la ligne de l'union de la gauche...

DRÔLE DE JEU !

Alors que Ceyrac a dressé le CNPF contre toute concession et dénoncé comme «apprentis sorciers» les directions syndicales des cheminots, celles-ci n'organisent pas la réplique qui convient. Elles jouent la politique du «laisser-faire». C'est la dérobade devant les tâches de coordination des luttes, face à l'obstination gouvernementale...

Edmond Maire vient d'appeler les syndicats CFDT à se complaire dans une tactique de «harcèlement». Et donc, c'est le refus d'un mouvement d'ensemble : les échéances électorales sont lointaines ; à quoi bon emballer la machine ? Il suffit de maintenir une pression suffisante pour éviter la désaffection des travailleurs.

Les révisionnistes dans la CGT ont d'autres soucis

en tête : les cantonales n'ont pas été ce qu'ils souhaitaient (le PS s'est taillé la part du lion !) et le 22^e congrès du P(C)F est loin de soulever l'enthousiasme. Pour se réaffirmer «1^{er} parti de la classe ouvrière», le parti de Marchais n'a pas intérêt à se mettre ouvertement en travers de la lutte des cheminots, en ce moment : il y perdrait sans doute des plumes...

Il faut en finir avec cette tactique hypocrite : les cheminots attendent une

grève nationale, générale. Ils recherchent déjà l'unité avec les postiers, la fonction publique, les ouvriers (comme à Villeneuve où les cheminots du dépôt et les ouvriers de la SND-Peugeot se rencontrent et cherchent à s'épauler)...

Porter des coups sérieux au pouvoir, travailler à la construction d'un mouvement d'ensemble contre la politique de crise ? Les cheminots seraient «partants» !

Stéphane Raynal



Les principaux dépôts et chantiers en grève.

«Quand ils me demandent mon adresse, je dis : chez Bernard PEUGEOT»

Hier au cycles Peugeot, les travailleurs ont renforcé la popularisation en organisant des collectes. Ainsi, ils montraient dans la pratique qu'ils étaient les représentants légitimes de tous les travailleurs qui luttent pour les 300 Frs d'augmentation. Le meeting de division de la CGC de mardi n'a pas affaibli leur détermination.

Pourtant la direction des cycles Peugeot continue ses manœuvres. 44 travailleurs dont 14 délégués ont reçu une lettre de licenciement pour occupation illégale, et ce n'est qu'un début. Un plan de 300 licenciements est prévu !

Mercredi la direction faisait passer le communiqué suivant dans le journal local «Le personnel a montré hier, de façon éclatante, sa volonté de voir cesser les entraves à la liberté du travail. Est-il normal de voir une poignée d'irresponsables continuer de bloquer les portières ? Nous avons la certitude que la sécurité de l'outil de travail n'est plus assurée et que des vols ont été commis. Des plaintes ont été déposées. Nous convoquons tout le personnel pour une réunion d'information qui se tiendra jeudi 25 mars 1976 à 8 heures. Un service de cars sera assuré pour le personnel habituellement transporté».

Enfin la direction a même prévenu les syndicats que «ça allait chauffer demain». C'est dire l'importance de la journée d'aujourd'hui.

L'occupation continue : les travailleurs ne sont pas nombreux mais détermi-

nés. «Quand on me demande mon adresse, je dis chez Bertrand Peugeot» déclare un ouvrier immigré. «S'ils maintiennent les licenciements, on ne rentrera pas. Sinon après, ils licencieraient n'importe qui» disait un groupe de travailleurs espagnols. Des collectes sont organisées à Sochaux, à la Semas, à Héricourt, aux établissements L'Epée. Un comité des femmes de grévistes s'est constitué : les femmes aident à la cuisine, participent à la popularisation. Aujourd'hui elles se rendaient devant les magasins de Belfort. La solidarité, elle s'est manifestée aussi quand les cadres ont tenté leur coup de force ; les habitants de Mandeure, les travailleurs des usines du coin sont aussitôt venus. «Mais si on ne fait rien, c'est eux qui vont gagner» nous a dit un ouvrier.

L'enjeu pour aujourd'hui est important. De nom-

breux travailleurs sont d'accord avec la grève mais n'y participent pas. Certains sont réunis en petits groupes devant la boîte et attendent. Le problème est bien de rallier ces travailleurs qui ne sont pas contre la lutte mais se posent des questions sur son issue : «il n'y a plus d'assemblée générale, plus de meeting...» Chez tous les travailleurs rencontrés, il y a une nette aspiration à l'unité ; cependant tout n'est pas fait pour renforcer cette unité. Témoin ce travailleur qui se propose ce matin pour faire une collecte à un délégué CGT. «T'es syndiqué ? » lui demande le délégué ; «non» ; «alors, t'as rien à faire aux collectes». Un travailleur nous a dit : «Pour eux, c'est faire leur 3 millions d'adhérents c'est tout.»

C'est aussi les militants du P(C)F venus au meeting du comité des femmes grévistes et traitant les femmes «de gauchistes» leur disant «vous feriez mieux de rester à vos casseroles».

D'après les travailleurs de Peugeot Sochaux, les voitures sortent des chaînes sans direction et sans pot d'échappement. La direction tente d'avoir les pièces par l'usine de Peugeot Mulhouse. C'est donc la question de la liaison

avec les autres usines qui est posée ; c'est une tâche urgente pour les directions syndicales.

Aujourd'hui à 8 heures, les travailleurs actifs sont prêts à retourner le meeting convoqué par la direction contre elle en ralliant à la lutte tous les travailleurs indécis. Pour cela, il s'agit de concrétiser les perspectives, de faire en sorte que chacun prenne part à la lutte. «Une manifestation de tous les travailleurs de la région, ce serait une bonne chose» disent certains travailleurs. A nos syndicats de l'organiser !

Correspondant

• LYON : NORMACEM A LYON EST EN GRÈVE

La grève est partie ce matin dans un atelier, atelier qui depuis une semaine, pratiquait le coulage des cadences. Mardi des pressions ont été faites, sur une ouvrière pour l'obliger à reprendre les cadences normales ; elle a refusé et a été mise à pied et menacée de licenciement. Mercredi matin, débrayage de l'atelier, puis toute la boîte a continué sur la question des salaires.

LUTTES OUVRIÈRES

Ugine-Kuhlman (Marseille) 4 travailleurs intoxiqués

A l'usine de produits chimiques Ugine Kuhlman de l'Estaque, 4 travailleurs intoxiqués, dont une femme, ont été hospitalisés.

Mardi matin, à l'atelier des chloro méthanes, pour une raison encore inconnue, la vanne spéciale d'un réacteur a éclaté. Ce réacteur, à 4 kg de pression traitait du chlorure de méthyle. A la suite de cet «incident», les circuits de

sécurité ont fonctionné, le gaz s'échappant du réacteur s'est étalé sur les ateliers des alentours, intoxiquant une femme de ménage qui nettoyait les vestiaires et trois autres ouvriers postés à l'atelier de chlorure d'aluminium. Ces 4 travailleurs ont été hospitalisés. L'un d'entre eux, se trouve à l'hôpital Salvator en salle de réanimation (son état est préoccupant). Une enquête a été ouverte.

Corr. Marseille

Général Motors :

les travailleurs réoccupent

L'interruption de l'occupation de la centrale thermique de l'usine acceptée par les grévistes pour la durée des négociations «à condition que celles-ci ne traînent pas en longueur du fait de la direction» n'aura duré que 2 jours. L'occupation a repris lundi soir, devant l'intransigeance de la direction, principalement en ce qui concerne les salaires. Les syndicats CGT (où le PCF détient de fortes positions) et CFDT avaient pourtant multiplié les concessions. D'après les informations que nous avons par recueillir, lundi soir les syndicats, qui avaient déjà accepté que l'augmentation de 3,5% déjà accordée soit comprise dans les 250F, étaient prêts à négocier autour de 220F. (Les 3,5% inclus). La direction, elle, s'en tenait à 115F. (Les 3,5% également inclus) ce qui revenait, déduction faite des 3,5%, soit environ 70F, déjà obtenus à une augmentation moyenne de 45F.

En ce qui concerne les autres revendications : che-

vauchement des équipes et diminution des cadences, rien de sérieux. La direction s'est contentée de promettre la mise à l'étude d'un «échange de rythme individuel de travail».

Quant à la rémunération des jours de grève, il n'en a apparemment pas été question. «Nous n'avons pas fait grève pour ça» ont dit les travailleurs de Général Motors en grève depuis le 4 mars. Ils ont aussitôt répliqué à cette intransigeance patronale par la réoccupation de la centrale et la censure du chauffage.

Mardi soir, les syndicats CGT et CFDT ont été reçus par le chef de cabinet de Stoléro (présent en Alsace depuis 3 jours). Aujourd'hui, jeudi, ils organisent le matin une rencontre avec le syndicat allemand IG. Métall de l'usine Hotel de Russelsheim (qui appartient au groupe Général Motors) le soir, un meeting de soutien et d'explication est prévu à 20 h 30 à la bourse de Strasbourg.

LES TRAVAILLEURS DE RHÔNE-POULENC St FONS MANIFESTENT

Environ 3000 travailleuses de l'usine Rhône Poulenc de Saint Fons ont manifesté hier à Saint Fons entre 10 et 12 h, à l'appel des syndicats CGT

et CFDT. La manifestation est allée bloquer le boulevard de ceinture pendant une demi heure puis est passée devant l'entrée de la SNAV



Barrage de l'autoroute

Roanne : comment s'organise la restructuration à Rhône-Poulenc

Il y a un an, déjà, qu'était prévue la restructuration des entreprises Gillet. A Roanne, trois usines sont touchées :

- Rhône Poulenc Textile, où 4000 licenciements sont prévus dans un proche avenir sur le plan national. Déjà, on sait que le non tissé va être supprimé à Roanne.

- Aux tissages Roannais (600 ouvriers), de nombreux emplois sont menacés à Roanne et à Chaulieu et on craint même la liquidation de l'entreprise.

- A la Teinturerie de Gillet-Thaon (qui emploie 3000 ouvriers en France), la menace de fermeture se précise : invoquant pour prétexte le développement des importations au détriment des entreprises françaises, la direction a annoncé «l'impossibilité de retrouver une activité normale». En fait, l'intérêt pour elle, c'est, comme le dit un tract CGT-UGICT, «exporter ses capitaux pour les rentabiliser plus facilement dans les pays où la main d'œuvre est meilleur marché». De plus, on s'est aperçu que les commandes pour la teinturerie sont orientées vers d'autres usines soi-disant «concurrentes» (Blanchisserie Teinture Thaon).

Il faut savoir que Gillet-Thaon appartient à Gillet, qui est le PDG du trust Rhône Poulenc. La restructuration se fait donc au profit des intérêts de Gillet. Les travailleurs de Gillet-Thaon ont occupé leur usine et organisaient samedi une journée «Porte ouverte».

sans que les organisations syndicales ne parlent de soutenir les grévistes de l'atelier des containers. Les mots d'ordre de la manifestation : «non aux licenciements !» «Rhône Poulenc doit payer !» «Du travail pour tous !» «Emploi, salaires, retraite négociés !».

A Rhône Poulenc Textile de Péage de Roussillon se tenait hier matin à 9 h une réunion du conseil d'entreprise pour connaître l'avis des syndicats sur les 515 licenciements prévus par la direction. Les travailleurs ont débrayé massivement à 9 h et ont approuvé la déclaration commune CGT, CFDT refusant tout licenciement et mutation.

Ensuite 2000 travailleurs de Rhône Poulenc Textile et Rhône Poulenc Industrie sont partis en manifestation dans Péage. Ils ont bloqué la Nationale 7 et se sont ensuite rendus à la mairie de Péage de Roussillon. La veille la direction avait de nouveau convoqué les 4 travailleurs de l'entretien à qui elle avait gracieusement proposé des mutations à Belle Etoile, mutations qui avaient été refusées par tous les travailleurs.

Il ne s'agissait plus de propositions mais de menaces : «si vous ne prenez pas votre poste à Belle Etoile avant le 4 avril, nous engageons une procédure de licenciement». La nouvelle se propageait dans l'usine l'après midi et les syndicats organisaient un débrayage suivi par tous les travailleurs à la journée. A 300, ils ont manifesté dans l'usine. A Péage, c'est le maintien de l'emploi sur place qu'exigent les travailleurs.

MÉTALLURGIE : NOMBREUSES GREVES ET OCCUPATIONS

Les ouvriers de la métallurgie se mettent en lutte un peu partout pour obtenir des augmentations de salaires.

- A l'Usine Saunier-Duval de Nantes, les ouvriers débrayent depuis 9 semaines pour 200 francs pour tous et 5% d'augmentation.

- A l'usine St Dupont, les grévistes en sont à leur 10^e jour d'occupation, la direction refusant les négociations.

- A l'usine Messier-Hispano de Montrouge, on occupe l'usine depuis lundi : deux grévistes ont été blessés par des forces patronales, ce qui n'a fait que renforcer la détermination à la lutte.

- A Georges, à Amiens, l'occupation continue, dirigée par un comité de grève, regroupant syndiqués et non-syndiqués.

- A la LMT de Boulogne, c'est pour 10% avec un minimum de 300F par jour que les ouvriers font grève et manifestent.

- Dans la région Ardennaise, des mouvements plus ou moins durs s'opèrent : aux aciéries de Charleville (grève de 24h.), aux Entrepôts des Sources (grève illimitée), à Treffimétaux (grève illimitée)...

- Dans les usines de la métallurgie tourangelaise en lutte, une coordination est recherchée par la CGT...

Le mouvement général dans la métallurgie semble devoir prendre de l'ampleur dans les jours à venir.

Redon : La lutte des ouvriers agricoles des pépinières Régent

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Déclaration des organisations africaines en France sur la lutte des travailleurs immigrés des foyers SONACOTRA

«Devant le refus de la direction de la SONACOTRA de satisfaire les justes revendications des travailleurs immigrés en grève dans les foyers, le Collectif des organisations africaines en France tient à faire connaître à l'opinion française son soutien total à la lutte de ces travailleurs.

Le Collectif précise une fois de plus que la dégradation des conditions de vie des travailleurs immigrés en France incombe principalement à la politique des pouvoirs publics français et au patronat. La direction des foyers SONACOTRA ne fait qu'appliquer cette politique élaborée consciemment, avec la complicité de certains gouvernements africains, dans le but d'accroître l'exploitation et la répression des travailleurs immigrés.

Aussi, le Collectif des organisations africaines tient à dénoncer très fermement les manœuvres de la direction de la SONACOTRA, tendant à intimider les travailleurs en lutte, en les menaçant d'expulsion et en faisant intervenir les forces de police dans les foyers.

Parce qu'il se sent directement concerné, le Collectif, quant à lui, prendra toute initiative nécessaire non seulement pour informer la population française sur la situation générale qui est faite en ce moment aux travailleurs immigrés, notamment ceux des foyers SONACOTRA et qu'ils n'accepteront jamais, mais aussi et surtout pour défendre leurs intérêts et leurs droits légitimes.

«Jusqu'à présent, Monsieur Régent, patron des pépinières, a régné «de droit divin» sur ses ouvriers, faisant le maximum de profits en accordant le minimum aux ouvriers :

- Les salaires des ouvriers étaient de 1400 à 1600 F par mois alors que l'heure d'ouvriers est facturée au client «travailleur hautement qualifié»... un ouvrier, 20 ans de boîte, 8,80 F de l'heure !

- il y a refus du patron de compter le temps de trajet comme temps de travail... «C'est de la promenade», le patron veut faire commencer 10 minutes plus tôt,

- les traitements insecticides sont faits sans protection, un ouvrier a dû être arrêté pendant 8 jours,

- la tenue de travail (bottes, cirés, bleus) est à la charge des ouvriers,

- c'est le licenciement d'un ouvrier qui a déclenché la grève.

Les travailleurs de chez Régent - seul un chauffeur et

deux contremaîtres ne sont pas en grève - revendiquent la réintégration du stagiaire licencié, 150 F pour tous, prime d'habillement de 200 F, 13^e mois, droits syndicaux.

Le patron accordait d'abord 5 % d'augmentation. Il en est maintenant à 45 centimes (pour 90 demandés). Très brutal, il insulte les grévistes et fait la tournée de leurs familles, en proférant des menaces. Il menace de fermer la boîte, déclarant avoir perdu depuis le début de la grève 50 à 60 millions ! Si c'est vrai, c'est qu'il gagne vraiment beaucoup d'argent en peu de temps : et il ne peut pas accepter les revendications des ouvriers qui représentent pour lui 5 millions de plus d'ici la fin de l'année ! La seule raison de son refus, c'est la soif du maximum de profit !

LA SOLIDARITE S'ORGANISE

Les travailleurs de chez Régent ne céderont pas. Ils

ont organisé des collectes sur les usines de Redon. Présents dans la manifestation de soutien aux grévistes d'Unifer, ils y ont pris la parole. Là, le contact s'est établi avec le comité de soutien de Garnier, et avec les Paysans-Travailleurs de la périphérie de Redon. Les paysans (Paysans-Travailleurs et FDSEA) ont entrepris des ventes directes de lait dans les cités ouvrières de Redon, au profit exclusif des grévistes, vendant ainsi près de 1000 litres de lait, les gens donnant en moyenne 2 F par litre de lait pour les travailleurs de chez Régent.

Une manifestation de rue, un bal breton ont eu lieu à Redon. Les ouvriers agricoles popularisent leur action dans toute la région. Un Fest-Noz de soutien a eu lieu à Saint Perreux, route de Ploërmel.

Cette grève est sans doute la première action collective d'envergure des ouvriers agricoles dans la région.

La région de chez Régent

intervient à Redon dans le contexte créé par le problème Garnier, la grève d'Unifer (le travail a repris il y a peu), les licenciements chez Ricordel (67 ouvriers du bâtiment licenciés, pas de chômage économique), la fermeture de NEGOBEREUF prévue pour juin, 120 personnes (rumeurs de transfert de la production sur Derval).

Comme le disait un paysan : Redon, capitale du briquet ? Gare à la poudre !

(Ouest Information)

en bref...

- 7 avril, grève à EDF - GDF : la CGT et la CFDT ont déposé un préavis de grève nationale pour le 7 avril. Revendication principale : 300F pour tous, 2000F minimum.

POLITIQUE

SUITE DE L'ÉDITORIAL

Pour les travailleurs, les choses sont claires. Au-delà des menaces de répression et d'austérité proférées par Giscard et contre lesquelles il faut riposter, ce qui ressort d'un tel discours, c'est plus que jamais la faiblesse de la bourgeoisie qui ne peut plus gouverner comme avant, qui hésite, qui se divise. A côté, la «gauche» se tait : si elle espère tirer un avantage parlementaire de la crise qui s'approfondit, elle est incapable, avec son «pro-

gramme commun» bien défraîchi, de répondre aux aspirations des travailleurs.

Dans les luttes, face à ces divisions de la droite, à ces silences de la «gauche», ce qui grandit, c'est l'aspiration à un autre pouvoir, à une autre société. L'approfondissement de la crise politique que l'on constate aujourd'hui, rapproche la perspective de ce nouveau pouvoir : le pouvoir des ouvriers et des paysans.

GISCARD :

20 MINUTES POUR NE PAS CONVAINCRE

SUR LA CRISE

L'explication des difficultés des travailleurs n'est pas nouvelle : ceux qui se préoccupent d'objectivité, s'accorderont à vous dire que la France l'a supportée mieux (la crise) que les autres.

Giscard joue cependant l'optimisme : «C'est la reprise... et la crise n'aura pas été la catastrophe que certains avaient prophétisée ou espérée.» C'est Giscard lui-même qui, pour alimenter la politique de crise, affirmait : «Les courbes vont à la catastrophe».

SUR LES REVENDICATIONS

Pour «conduire cette reprise», il ne faut «ni facilité, ni désordre» ; l'appel à la paix sociale, la menace à la répression apparaissent. Elles se précisent lorsqu'après un appel aux chefs d'entreprise,

Giscard menace «Les travailleurs ou leurs représentants revendiquant ou négociant des augmentations de salaire.» Elle devient claire par cette question «Quels sont parmi les pays qui nous entourent, ceux dans lesquels le niveau de vie est le plus élevé, le progrès social le plus rapide ? Sont-ce les pays où les revendications sont les plus extrêmes, les conflits les plus violents, ou bien au contraire ceux où s'exercent le sens des responsabilités, la modération et l'acceptation des compromis acceptables.»

Giscard confirme que son modèle, c'est l'Allemagne. Ce qu'il ne dit pas, c'est que sous cette «modération», c'est la répression systématique, la prison pour les révolutionnaires, la fonction publique interdite aux «suspects»... «Cela mérite d'y réfléchir» conclue-t-il ! Certainement.

Quant au chômage (dont le nom n'a pas été prononcé une seule fois), c'est sur les bénéfices de la reprise que Giscard compte pour le combattre. Là aussi, sourde la menace : «si ceux qui sont actuellement au travail pensent qu'ils doivent conserver pour eux la totalité des ressources de la reprise, alors d'où proviendront les ressources nécessaires à la création de nouveaux emplois ?» Travailleurs, si vous revendiquez, vous serez responsables du chômage !

SUR LA RÉFORME

La «réforme» reste le thème giscardien. «On entend un certain nombre de conseils pour nous pousser à y renoncer. Je veux vous dire qu'il n'en est pas question». Cela, c'est pour les gaullistes, du genre Debré, qui prônait une politique ouvertement conservatrice.

Les thèmes de réforme eux-mêmes ne sont pas nouveaux : taxation de la plus-value (elle sera conduite avec modération...) et la réforme de l'entreprise que les travailleurs qui en ont été les cobayes ont tant apprécié...

Pour «expliquer cette politique», Giscard compte mobiliser les partis politiques de la majorité dont «la coordination et l'animation» sera confiée à Chirac. Ce n'était pas ce que voulaient certains Républicains Indépendants.

La conclusion, significativement, a été consacrée à la «sécurité». Giscard a pris à son compte l'assaut sanglant de Djibouti, la lutte hypocrite contre la pornographie, la répression du peuple corse, la poursuite et l'emprisonnement de plus de quarante militants en Cour de Sûreté de l'Etat, l'assassinat de paysans par les CRS.

NUCLÉAIRE

Rapport d'une commission du C.N.R.S.

DOUTES «OFFICIELS» SUR LA SECURITE DU NUCLEAIRE

Depuis plusieurs années, de nombreux scientifiques ont émis les plus grandes réserves, que ce soit aux Etats-Unis ou en France, quant à la sécurité des programmes de production d'électricité par l'énergie nucléaire. Un manifeste demandant l'arrêt de ce programme en France, en raison des dangers qu'il impliquait avait été signé par des centaines de chercheurs du CNRS. Ces dangers sont de quatre ordres : pollution thermique des centrales, rejets de corps radioactifs, sûreté des réacteurs et traitement des déchets radioactifs. Le rapport de la commission 06 du CNRS, à ce sujet, qui vient d'être publié, n'apporte rien de bien nouveau, du point de vue scientifique. Tout son intérêt est qu'il vient d'un groupe de travail institué à l'initiative de la direction du CNRS, il y a un an, que le directeur scientifique du CNRS a participé à ces travaux. La direction du CNRS ne nous avait pas habitués à remettre en cause les orientations gouvernementales. Il faut certainement y voir un signe de l'impact des luttes menées par les populations des lieux d'implantation de centrales et de la réaction des scientifiques. Peut-être aussi le signe que des avis divergents se font jour au niveau gouvernemental sur cette question.

Le travail de la commission du CNRS, publié dans «le courrier du CNRS» n'est pas le résultat d'expérimentation. Il a surtout consisté en l'étude de documents de divers pays, souvent de l'étranger, car les questions de sûreté du nucléaire sont entourées du plus grand

secret, en France. Nous en citons ici quelques extraits significatifs :

POLLUTION THERMIQUE

Une caractéristique des centrales actuelles est leur faible rendement thermodynamique (ce qui a pour

conséquence que de grandes quantités d'eau chaude sont rejetées). Or, le rejet d'eau chaude, diminue le taux d'oxygène des rivières. La commission a estimé que l'utilisation directe de cette eau chaude serait de toutes façons limitée. Quant aux modèles utilisés pour étudier les effets climatiques des tours de refroidissement (dernier système proposé), ils ne permettent pas de dominer tous les facteurs du problème».

REJETS DE CORPS RADIOACTIFS

Que ce soient des gaz radioactifs (Xénon, Krypton, Iode), ou de l'eau contenant du Tritium, les centrales actuelles et tout particulièrement celles à eau pressurisée (modèle américain adopté en France) en rejettent, de par leur fonctionnement même. Le rapport qui en souligne l'importance, indique en particulier que «des mesures de contrôle doivent être effectuées avec une grande rigueur, et leurs résultats publiés». Y aurait-il des doutes sur la sérieuse des mesures de l'EDF ?

SURETE DES REACTEURS

Le rapport note qu'il s'agit là d'un sujet très difficile, puisque «des questions qui s'y rapportent sont couvertes en partie par le secret industriel, et...» que le même problème se pose en ce qui concerne les données médicales sur l'irradiation et la contamination des travailleurs et populations... Citant en particulier l'exemple de la centrale américaine de Browns Ferry, où un incendie a détruit la majeure partie des systèmes

de sûreté, à la suite d'une cause tout à fait futile, le rapport conclut «qu'aller vite en ce domaine impliquerait des risques considérables», et cite le fait que la dalle de fermeture de «Superphénix» a été calculée en fonction des «possibilités techniques» et non pas par «l'application des coefficients de sécurité».

DECHETS RADIOACTIFS

C'est certainement le plus grand sujet d'inquiétudes. Un seul exemple : l'usine de retraitement de la Hague, qui traitera 800T/an de déchets en 1978, rejettera dans la mer tout le tritium qu'elle produira, «car on ne connaît pas actuellement de moyen économique pour éviter le rejet de l'eau tritiée». Et pour les produits de fission de longue période de radio activité, il est prévu de les conserver pendant... 800 ans en blocs de verre, avant de les rejeter.

Pour toutes ces raisons, le rapport conclut que «des réacteurs construits ou en construction devraient être considérés comme une pré-série expérimentale, et leur exploitation conçue de façon à donner une priorité aux essais systématiques par rapport à la production électrique». Conclusion qui condamne implicitement le programme actuel. Ce rapport, même si, sous couvert d'objectivité scientifique, il ne désigne pas le véritable responsable des dangers qu'il souligne, doit être un encouragement à mener une lutte conséquente contre les dangers sur la santé et la vie des masses que comporte le programme nucléaire de la bourgeoisie.

Eric BREHAT

POLLUTION

OUESSANT : LE PÉTROLE CONTINUE DE SE RÉPANDRE

Aussi incroyable que cela puisse paraître, très exactement un mois après l'échouage de l'Olympic Bravery, ce pétrolier géant dont on n'a pas encore élucidé les raisons qui l'ont fait dériver sur Ouessant, la situation est toujours la même : le pétrole des cuves (il en reste plus de mille tonnes) y est toujours. Et pourtant... Depuis que la tempête a cassé l'épave en deux, le fuel s'écoule. Cela a d'abord été celui des machines, qui a complètement recouvert la côte Nord. Puis la soule, d'où sortent quatre à cinq tonnes de mazout par jour. Le plan Polmar n'a été mis en place qu'il y a quelques jours, et les Ouessantins sont révoltés de la

soutes (ces plongeurs étaient déjà venus, avant la tempête, mais étaient repartis, sans qu'on sache si leur travail avait servi à quoi que ce soit...), navires de la Marine Nationale, chargés de la «surveillance» des nappes.

Le maire de l'île s'était déjà porté partie civile. Les marins pêcheurs ouessantins ont manifesté aussi l'intention de le faire.

Aux dernières nouvelles, la tempête sur Ouessant empêchait toute intervention des plongeurs hollandais. Le pétrole coule donc...

Et pendant ce temps, parlementaires et «officiels» se renvoient à la tête les



faiblesse des moyens mis en œuvre : une cinquantaine de militaires du génie d'Angers, dont le travail quotidien de nettoyage du rivage est à refaire après chaque marée, plongeurs d'une entreprise hollandaise chargés d'étudier les possibilités de vidage des

multiples règlements de droit maritime concernant cette affaire. Règlements complexes, il est vrai puisque ce pétrolier de la flotte Onassis battait pavillon panaméen, était assuré par une compagnie anglaise, et s'est échoué en France !

● Militaire blessé en manœuvre.

Un appelé du 75^e RI de Valence a été grièvement brûlé par la chute d'un câble à haute tension provoquée par un tir effectué lors de la manœuvre. L'identité de ce soldat, transporté d'urgence à l'hôpital St Luc de Lyon, est gardée secrète par les «autorités militaires».

● Mise en cause du droit d'affichage.

Romans, 19 mars. Le maire de Romans a trouvé un moyen subtil de s'attaquer à la liberté d'affichage : il a fait disposer dans sa ville quelques «panneaux de défoulement», où chacun est libre d'afficher ; il peut ainsi, aggraver les sanctions en cas d'affichage sauvage !...

ARGENTINE : A NOUVEAU LES GORILLES

Depuis des mois, on disait en Argentine que ça ne pouvait plus durer : attendu par tous, espéré par l'impérialisme américain et la grande bourgeoisie argentine, par ceux aussi qui à gauche misaient sur la politique du pire, redouté par d'autres, le coup d'état militaire semblait inévitable. Pourtant, on l'a vu lors du coup d'état avorté d'une partie de l'aviation, en décembre, l'armée n'était pas pressée de se charger d'un héritage aussi lourd.

LA MAIN DE L'IMPERIALISME U.S.

Plusieurs facteurs sont venus précipiter les événements. Tout d'abord, la dégradation de l'économie s'est accélérée (19,3 % d'inflation pour le seul mois de février), l'Argentine en cessation de paiement a dû de toute urgence emprunter de nouveau 260 millions de dollars au FMI. Mais le FMI aurait-il consenti un nouveau prêt sans les garanties «les plus sérieuses», et cela à un

moment où le plan de redressement Mondelli était d'avance voué à l'échec ? En fait une fois encore, la main de l'impérialisme américain s'abat pesamment pour imposer son ordre.

La Confédération Générale Economique, regroupant les petites et moyennes entreprises, avait décidé un lock-out à partir de la deuxième quinzaine de mars, accroissant ainsi l'isolement de Mme Peron.

Mais l'élément décisif de cette situation, c'est la très grande combativité ouvrière en cette rentrée australe. Les grèves, débordant de plus en plus ouvertement la bureaucratie syndicale, n'ont pratiquement pas cessé, exigeant une hausse des salaires et la fin de la répression. Dès lors, quel intérêt pouvait encore présenter le maintien au pouvoir du péronisme dès lors qu'il ne jouait plus son rôle de frein et de contrôle des luttes ouvrières.

Rhodésie : il faut balayer les racistes !

A Lusaka, capitale de la Zambie, Samora Machel, président du Mozambique, Kenneth Kaunda de la Zambie, Julius Nyerere de la Tanzanie et Seretse Khama du Botswana, se réunissent aujourd'hui pour discuter des mesures à prendre contre le régime raciste rhodésien. Les deux dirigeants nationalistes Nkomo et l'archevêque Muzo Rawa doivent se joindre à eux.

Les pays africains affirment avec de plus en plus de vigueur leur volonté d'en finir avec le régime rhodésien. Le ministre kényan des affaires étrangères a affirmé qu'il n'y avait pas de place pour le dialogue et la détente en Afrique Australe quand les Africains sont agressés et injuriés pour leur couleur et leur race.

Dans le territoire lui-même les combats prennent de l'ampleur de l'aveu même des autorités rhodésiennes, qui font état de plusieurs accrochages opposant les forces patriotiques aux troupes racistes. De nombreuses mines ont été posées qui limitent le déplacement des troupes racistes, plusieurs ont explosé faisant de nombreux blessés dans les véhicules qui empruntaient les voies minées.

Alors que la lutte armée du peuple soutenue par les pays de la région rend le régime de Smith de plus en plus fragile, les interventions extérieures se multiplient. La Grande Bretagne, qui a colonisé la Rhodésie a élaboré un pré-

tendu plan permettant l'accession de la «majorité noire» en deux ans au gouvernement, qui a été repoussé par Nkomo, le leader qui avait discuté avec Smith. Ce plan a reçu le soutien entier de Kissinger qui a déclaré par ailleurs «nous ne tolérerons pas de nouveaux Angola», en faisant allusion à une éventuelle intervention des troupes cubaines en Rhodésie. De son côté Gromiko, ministre des affaires étrangères soviétique était en Grande Bretagne où Callaghan, ministre britannique des affaires étrangères l'avertissait que toute intervention soviétique en Afrique australe pouvait remettre en cause la politique de détente.

Alors que le barrage que représentent pour l'indépendance de l'Afrique toute entière les régimes racistes d'Afrique du sud commence à se fissurer sous les coups de la lutte des peuples de ces pays, on voit les deux grandes puissances se précipiter pour s'assurer la meilleure position. Mais une force apparaît : celle des pays de la région, qui en accord avec les mouvements de libération définissent une stratégie et une tactique communes contre le régime rhodésien. Cette unité a conduit à l'importante décision du Mozambique de fermer sa frontière à la Rhodésie. Le Mozambique a aussitôt reçu le soutien unanime de tous les pays africains de la région, et plongé le régime de Ian Smith au bord de la faillite.

BRISER LA «GUERRILLA INDUSTRIELLE»

Car les intentions de la Junte, composée des généraux des 3 armes Videla, Massera et Agosti sont clai-



res. Si l'on n'assiste pas dans l'immédiat à l'annonce ouverte d'une croisade anti-communiste, c'est que la «chasse aux sorcières», contre les militants politiques et syndicaux a déjà été déclenchée. Mais une petite phrase retient l'attention : «Toutes les entreprises privées et publiques sont désormais considérées comme d'intérêt militaire». Cela veut dire que la trouka est décidée à briser ce qu'elle appelait «la guérilla industrielle», c'est à dire les luttes ouvrières. La junte fasciste argentine va essayer d'appliquer une politique d'austérité très dure, en bloquant les salaires et en soumettant la classe ouvrière à une loi de fer. Elle va également essayer de liquider définitivement les foyers de guérilla urbaine et dans les montagnes, ce qu'elle n'avait pas réussi à faire jusqu'à présent. Cette double entreprise passe également par la répression contre la petite bourgeoisie

(fonctionnaires, professions libérales, etc...).

QUELLE RESISTANCE ?

La question qui se pose dès lors n'est pas de savoir quelle sera la réaction de la CGT, dont la plupart des

dirigeants sont en prison. Les «62 organisations», d'obédience péroniste, ont lancé un appel à la grève illimitée. Mais ce n'est pas pour défendre cette bureaucratie syndicale corrompue jusqu'à la moelle que se dressera la classe ouvrière. La question qui se trouve posée, c'est celle des capacités de résistance indépendante de la classe ouvrière, à travers en particulier les coordinatrices de zone ; c'est celle de la possibilité d'une résistance organisée qui ne se solde pas par un écrasement sanglant.

Les coordinatrices sont des organisations de lutte, en marge de la bureaucratie syndicale, opposées à elles, qui au niveau d'une branche de la production, d'une ville ou d'une région, regroupent les ouvriers en lutte pour leur salaire et leurs droits.

Hélène VARJAC

ESPAGNE : «ULTIMATUM» DE L'UNION MILITAIRE DÉMOCRATIQUE

L'Union Militaire Démocratique a fait savoir au roi d'Espagne qu'elle donnait deux mois au gouvernement espagnol pour réaliser une véritable démocratisation. Passé ce délai, «l'armée se chargera de préparer l'Espagne à son futur» en appliquant un plan de trois points : neutralisation des officiers d'extrême droite, remise du pouvoir à un gouvernement rassemblant les principales forces politiques d'opposition en dehors des forces révolutionnaires et organisation d'élections générales.

C'est la première fois que les officiers organisés dans l'Union Militaire Démocratique interviennent aussi ouvertement dans le développement de la situation en Espagne. Le récent procès de neuf de leurs membres n'a pas entravé leur développe-

ment si l'on se reporte aux informations qu'ils ont données sur leur implantation. Sur les 1200 officiers des unités d'élite de l'armée espagnole, plus de la moitié seraient organisés à l'UMD, qui compte «805 officiers dont 90% commandent les troupes d'élite». Il y aurait, précisent certaines sources, «461 capitaines, 111 commandants, 54 lieutenants colonels, 21 colonels et 5 généraux».

● CORÉE :

Les Etats Unis verseront 286 millions de dollars d'aide militaire à la Corée, soit 73 millions de plus que l'an dernier. Toute la politique américaine est de maintenir la division de la Corée.

LIBAN : nouveau virage syrien !

Les combats se poursuivaient hier à Beyrouth, où les forces patriotiques continuent à avoir l'avantage sur les milices pro-américaines. Les phalanges, complètement chassées des grands hôtels, tentaient de résister dans le secteur du centre commercial. Dans la montagne, leur fief traditionnel, les combats font également rage. En particulier, après les revers déjà subis à Beit Meri, ces forces se trouvaient encerclées à Hammana.

A Beyrouth même, enrégimentées par les défaites subies, les forces réactionnaires ont eu recours au bombardement aveugle, à l'artillerie lourde de 155 millimètres, des quartiers traditionnellement musulmans.

Cependant, le président

son cadet, l'a lui-même invité à démissionner. Plus encore, que la solidarité familiale, traditionnelle dans le clan féodal de la ville de Zghorta, c'est une rupture du front de la réaction maronite qui est ainsi consacrée.

De son côté, la Syrie, après l'échec de sa tentative pour maintenir le statu-quo, semblerait, selon certaines informations, décidée à lâcher l'actuel chef d'Etat. Des négociations concernant l'issue politique à la crise auraient eu lieu entre des représentants de la résistance palestinienne, de la Saïka pro-syrienne, de la Syrie, et le leader «de gauche» Joublatt.

Les officiers syriens en mission à Beyrouth auraient également organisé une rencontre entre



L'Armée Arabe du Liban

de la république, Soleiman Frangié, se trouve dans une position de plus en plus difficile. Son propre frère, Hamid Frangié, qui lui avait laissé sa place au parlement, inaugurant ainsi la carrière politique de

des représentants de la Résistance et des Phalanges. Il serait question qu'après un cessez-le-feu, des troupes syriennes s'installent au Liban, avec le consentement américain et israélien.

● CHILI :

Pinochet vient de décider la fermeture de la radio démocrate chrétienne parce qu'elle avait donné des informations sur la pénurie de certaines denrées malgré l'interdiction. Le gouvernement chilien, isolé même face à la droite, espère peut-être éviter les conséquences de la crise en refusant qu'on en parle.

● MONTGOMERY

Le maréchal britannique Montgomery est mort. Vainqueur du nazi Rommel en Libye, le maréchal n'était pas

pour autant un anti-fasciste : il était très lié à l'ancien premier ministre raciste sud-africain Vorster.

● ALLEMAGNE :

Tous les ouvriers étrangers, excepté les européens n'auront plus des logements dans la ville de Cologne, à partir du premier avril. Cette mesure raciste vise notamment les nombreux ouvriers turcs, maghrébins, et yougoslaves qui travaillent dans les usines allemandes. Berlin-ouest, Hanovre et Francfort avaient pris des mesures identiques.

INTERNATIONAL

Palestine occupée

LES ÉTUDIANTS PALESTINIENS CONTRE L'OCCUPATION

A Naplouse, les autorités sionistes ont arrêté Mohamad Al-Afghani. Il ne pouvait pas payer la somme d'argent (3000 livres israéliennes) qu'elles exigeaient de lui, sous prétexte que sa fille lycéenne avait participé au soulèvement contre l'administration locale.

C'est actuellement la pratique courante des sionistes. Les lycéens, étudiants sont arrêtés (700 pour ces deux derniers mois) et ensuite, c'est le tour des parents. Les étudiants et lycéens en Palestine occupée ont un grand rôle dans le soulèvement actuel, comme dans les précédents, dans la lutte pour la libération de leur pays : toutes leurs activités, leurs mobilisations, vont dans ce sens.

Pendant ces derniers mois, les étudiants palestiniens se sont mobilisés sur deux questions essentielles :

• L'une, propre aux étudiants, celle de la garde des universités. Au début de l'année, les autorités israéliennes ont obligé les étudiants palestiniens à assurer la garde des uni-

versités israéliennes. Les étudiants refusent cette mesure et à Haïfa, une grande manifestation a eu lieu. Des étudiants de Bir-Ilan (à Tel-Aviv) expliquent ce que cette mesure

Face à ce refus, les Israéliens obligent les étudiants à payer une caution (30 L.I. par mois) à la place de la garde. Nouveau refus. Plusieurs étudiants ont été chassés des uni-

l'occupation sioniste qui touche l'ensemble du peuple palestinien. Pendant ces mobilisations, les étudiants se sont organisés dans des conditions extrêmement difficiles. En Pa-



représente pour eux : « Ils s'imaginent que je prendrai le fusil pour tuer mon frère » ; « ils nous demandent d'assurer la garde après que nous ayons tout perdu » ; « leur plan est de nous armer (contre notre peuple) et cela, nous le refusons ».

versités et un grand nombre ont été emprisonnés. Il ne s'agit que d'un aspect de la lutte des étudiants palestiniens à l'intérieur, mais qui révèle l'attachement du peuple à sa libération nationale.

• L'autre aspect, celui de

l'occupation de 48, coordonnent leurs activités avec ceux vivant sous celle de 67, malgré toutes les tentatives de l'occupant d'empêcher les liens entre eux. Celui-ci empêche en effet, que les étudiants de la partie-ouest de la Palestine (territoires de 48) s'inscrivent dans une fac de la partie-est (territoires de 67).

Des «comités des étudiants arabes» ont été créés, quand ils n'existaient pas déjà, dans les

Sahara Occidental

VIOLENTS COMBATS A AMGALLA ET SMARA

«La guerre au Sahara Occidental, qui s'est élargie au delà de ce territoire pour s'étendre en territoire marocain et mauritanien, connaîtra prochainement de nouveaux développements» a déclaré Mohammed Lamine, premier ministre de la République arabe sahraouie, qui a annoncé que les troupes marocaines «ont dû évacuer Amgalla et renoncer à investir Guelta Zemmour».

Le Front POLISARIO fait savoir par ailleurs que dans les derniers jours, les combats ont été particulièrement violents. Le 14 mars, le camp militaire marocain de Smara a été attaqué pendant quatre heures, causant de lourdes pertes en vies humaines. Le 16 mars, à Amgalla, un accrochage a duré de 6h. du matin à 20h. avec des combats au corps à corps. Les troupes marocaines ont perdu 120 hommes, ont eu 150 blessés. Un avion F5 a été abattu 65 fusils récupérés ainsi que 4 pistolets automatiques, 5 bazookas et 5 radios ANPR C16. Le 17, un autre combat a eu lieu à 45 kilomètres de Smara avec les forces qui venaient en renfort à Amgalla. 30 soldats marocains ont été tués et 25 blessés. Les renforts ont dû se replier. 2 combattants sahraouis ont été blessés.

principales universités : l'Université Hébraïque à Jérusalem, à Haïfa, à Bir-Ilan (Tel Aviv) et dans les facultés de Bir Zeit et de Bethléem. Un comité de coordination à l'échelle nationale fait le lien entre ces universités. Il s'agit d'un mouvement d'une grande importance car, pour la première fois, des étudiants, vivant sous

l'occupation de 48, coordonnent leurs activités avec ceux vivant sous celle de 67, malgré toutes les tentatives de l'occupant d'empêcher les liens entre eux. Celui-ci empêche en effet, que les étudiants de la partie-ouest de la Palestine (territoires de 48) s'inscrivent dans une fac de la partie-est (territoires de 67).

CINÉMA

Le cinéma polonais

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE

d'A. WAJDA

A. Wajda est un des réalisateurs polonais dont l'œuvre est la mieux connue à l'étranger. Certains de ses films (Kanal, Cendres et Diamants, Paysage après la Bataille) ont été largement diffusés en France.

Son dernier film : «La Terre de la Grande Promesse» est une vaste fresque de trois heures inspirée d'un roman de W. Reymont, et a été salué par la critique bourgeoise unanime (du Point à l'Humanité) comme un chef-d'œuvre. Voilà déjà qui donne à réfléchir !

UNE FRESQUE HISTORIQUE

Tout entier situé à Lodz, ville manufacturière textile, à la fin du siècle dernier, le film retrace les aventures d'un trio d'amis : Karol, fils d'un aristocrate polonais ruiné ; Max, allemand, fils d'un industriel hostile à la mécanisation ; Moryc, juif, sorte de spéculateur véreux. Ces trois personnages n'ont qu'un but : avoir leur manufacture à eux, battre leurs concurrents. Et, pour cela, ils sont prêts à toutes les bassesses. Malgré l'opposition de leurs adversaires, malgré un incendie criminel qui ravage le bâtiment, ils finiront par réussir...

Autour de cette histoire «à la Zola», Wajda a construit un film baroque, qui décrit avec une violence rare les déchirements et les rivalités de cette jeune bourgeoisie polonaise : industriel ruiné qui se suicide dans la rue, chef d'entreprise qui oblige ses ouvrières à se prostituer, patron qui casse sa canne sur le dos de son valet, etc...

Film de la démesure, il trace un portrait caricatural de ces «héros», dont l'aspect grotesque est renforcé par l'utilisation de procédés optiques qui déforment les visages et les lieux. Mené sur un rythme frénétique, le film se complait dans les détails atroces : corps

mutilés en gros plans, orgies de la bourgeoisie, etc...

UN FILM SUR LA LUTTE DES CLASSES ?

Critique virulente du capitalisme naissant, le film se place du côté de la bourgeoisie : ce sont ses contradictions, ses excès, ses outrances, qui intéressent l'auteur, sans doute pour montrer aux travailleurs polonais l'avantage que représente pour eux, le fait d'être exploités par une nouvelle bourgeoisie, tellement plus «civilisée», et plus «raffinée» ! Quant à la classe ouvrière, elle n'est présente ici, pour ainsi dire, qu'en filigrane, à travers quelques cas individuels, en nombre très restreint. Il faut attendre la toute dernière séquence de ce très long film pour la voir apparaître autrement que comme un troupeau passif et résigné, prêt à subir toutes les exploitations. En elle-même cette séquence est d'ailleurs caractéristique du point de vue de l'auteur : Karol devenu riche et puissant fait tirer par la troupe sur les grévistes de son usine, venus manifester sous ses fenêtres pour le forcer à négocier. Mais ce que Wajda nous montre, ce n'est pas la souffrance et la colère des ouvriers affrontant les soldats, c'est le visage tourmenté de Karol, qui voit son douillet confort bourgeois mis en péril.

Par son outrance et son pessimisme, par sa totale incompréhension du caractère révolutionnaire du capitalisme à cette époque, par sa sous-estimation systématique du rôle moteur de la classe ouvrière, «La Terre de la Grande Promesse» constitue un véritable petit chef d'œuvre... d'idéologie révisionniste.

J.P. BOULOGNE

LE JUGE ET L'ASSASSIN

de Bertrand TAVERNIER

De grands espaces montagnards de l'Ardèche ; le ruissellement lumineux des feuillages d'automne, les natures mortes que compose, quasiment sans le vouloir un objet d'autrefois : énormes miches de pain dorées, pots, cruchons de terre, bols de faïence et cafetière d'antan...

La caméra s'attarde avec complaisance sur la beauté des choses, formes et couleurs. Et cela renforcé par le fait que l'action du film - basée sur un événement réel d'ailleurs - est éloignée dans le temps, se passant vers 1898 et que le réalisateur a pris un soin minutieux pour reconstituer l'ambiance de l'époque : les vêtements, les intérieurs bourgeois délicatement ridicules, mais pleins de meubles polis par les ans et d'objets vieillots fort appréciés par certains de nos jours. On baigne dans le joli, on s'engluie dans le rétro.

UNE MEDECINE DE CLASSE

Et pourtant le sujet était intéressant. Un sujet d'actualité : Bouvier est un ancien sergent, détraqué par une éducation chez les frères maristes, abandonné des médecins qui refusent de le soigner alors qu'il a deux balles dans la tête, rejeté des hôpitaux et des asiles, va commettre dans des accès de folie les crimes les plus odieux, assassinant, violent

de petites bergères isolées dans les montagnes.

Et pendant que Bouvier sème sa route de vagabond de forfaits horribles, dans un petit chef-lieu de l'Ardèche, Rousseau, le juge, tisse lentement sa toile pour capter cet assassin hors pair par le nombre et la brutalité de ses crimes. Non pas qu'il veuille l'empêcher de nuire, mais parce qu'il escompte que sa capture et ses aveux lui procureront avancement et notoriété.

DE LA SOUPE, MAIS SI TU CRIES «A BAS DREYFUS»

A travers ce fait divers, Tavernier attaque les institutions en place : médecine, justice, armée, et visualise l'inégalité sociale, la grande misère de cette «belle époque» : les locaux hospitaliers infects, les soupes populaires organisées par les femmes de notables (mais il faut signer contre Dreyfus pour avoir sa part de rata !), les dures conditions de travail, dans les fabriques, le film se terminant sur une phrase à la précision dénonciatrice : dans le même temps que Bouvier le fou assassinait 15 bergères, la violence patronale assassinait dans ses usines 2500 enfants.

LE CLIGNEMENT DE PAUPIERE DE BRIALY

Quant à la bourgeoisie

durement crayonnée dans le film, c'est celle du sabre et du goupillon. Celle qui s'accroche de toutes ses forces aux vieilles traditions pour conserver sa domination car elle se sent condamnée par une autre bourgeoisie aux dents plus longues, prête à laïciser, à moderniser afin d'instaurer son pouvoir.

Toutefois, à travers cet album luxueusement coloré, se glisse mais très mince, le fil rouge de la colère des masses, les dernières images du film montrant une usine en grève avec force drapeaux rouges, devant les fusils braqués des forces de la répression. Mais cet affrontement est stylisé par une recherche dans l'équilibre des groupes, dans l'association des couleurs, par l'emploi d'images fixes qui neutralise la violence même de la répression.

Aussi, le film pose avec une certaine acuité le problème forme-contenu, la recherche formelle (paysages, visages, cadrages, palette subtile des couleurs...). La reconstitution pointilliste d'une époque passée (rien n'est oublié, pas le moindre plumeau, chapeau d'époque...) ne donne-t-elle point au film un vernis de joliesse qui enferme, étouffe ou gomme l'apreté même du contenu.

Paule SACONNET

Rassemblement Communiste du 21 mars 1976

INTERVENTION CENTRALE

de Max CLUZOT secrétaire politique du
Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) (extraits)

(...) En premier lieu, la classe ouvrière doit être à l'avant-garde de la riposte à la politique de crise de la bourgeoisie, elle doit surmonter ses hésitations, déjouer les obstacles du révisionnisme et passer à l'offensive.

Alors, elle fera franchir à la Révolution un pas, des pas décisifs. Car la Révolution Proletarienne est bien la seule issue à la crise politique de notre impérialisme, et plus s'aggrave cette crise, plus la volonté révolutionnaire de notre peuple s'affirme, se développe et prend corps.

Alors que s'éloignent à jamais les espoirs de redressement révolutionnaire des partis qui ont sombré dans le révisionnisme, alors que s'est abattue sur l'Union Soviétique toute entière, la lourde chappe de la dictature bourgeoise, la flamme du socialisme ne s'est pas pour autant éteinte. Au contraire, plus que jamais elle s'alimente de toutes les contradictions qui parcourent notre vieux monde usé, elle est prête à surgir dans chaque lutte comme la seule réponse à l'anarchie, à l'oppression et aux crimes du capitalisme pourrissant. Le socialisme est inscrit dans les plis et dans les rides de la vieille société, c'est de l'agonie du capitalisme qu'il tire sa jeunesse, avec la force irrésistible de la nécessité.

LES LEÇONS DE LA COMMUNE

C'est d'abord notre propre histoire, les combats menés par la classe ouvrière de France, qui ont jeté les bases du projet socialiste. Voici 105 ans, le 18 mars 1871, les prolétaires de Paris montaient à l'assaut du ciel. L'aube du socialisme se levait sur le monde.

Tirant, en authentiques penseurs révolutionnaires, les leçons de la riche expérience de l'initiative des masses, Marx et Engels en dégagèrent l'enseignement universel : la classe ouvrière, dans la marche au socialisme, doit franchir une étape décisive : la destruction de la vieille machine d'Etat, la construction sur ses ruines de la dictature du prolétariat. Irions-nous donc, suivant Marchais, prétendre que des conditions historiques nouvelles ont rendu caduc cet enseignement ? Non, camarades, et la réalité démontre chaque jour le contraire. Cette machine d'Etat dont nos prédécesseurs avaient engagé la destruction, la voici en effet, de nos jours plus pesante que jamais, intimement mêlée à l'appareil des monopoles, étendant son intervention à tous les aspects de la vie des travailleurs.

Remplacer la police et l'armée permanentes, par l'organisation consciente des masses populaires en armes, tel fut le premier geste, l'acte fondamental des Communards de 1871. Depuis cette période, la bourgeoisie a mis les bouchées doubles. Des corps de police chaque jour renforcés, dotés d'un équipement sans cesse plus perfectionné, interviennent quotidiennement contre les grèves ouvrières, assassinent les paysans, matraquent les étudiants en lutte. Chaque travailleur devient, au moyen des équipements modernes, l'objet d'une mise en fiches sans précédent dans l'histoire. Cependant, l'armée, composée pour moitié de professionnels, est entraînée pour prendre le relais, en prévision des conflits de

classes à venir. Détruire cette machine oppressive, confier à tous les travailleurs, avec la responsabilité de défendre le pouvoir de leur classe, les armes qui leur permettront d'assumer cette tâche, voilà la première leçon.

Construisant l'instrument de son propre pouvoir, le peuple de Paris, en 1871, appliquait ce principe de l'éligibilité et de la révocabilité à son organisme suprême : la Commune elle-même. Il exigeait de ses représentants qu'ils soient, non les prétentieux bavards des parlements bourgeois, mais les hommes d'action chargés de mettre en œuvre la propre volonté des masses. Le parlementarisme de 1871 n'a pas plus fière allure que celui de la chambre des Versaillais. Qu'en a fait, après le culte gaulliste de l'Etat bourgeois, le libéralisme musclé cher à Poniatowski ?

Une chambre d'enregistrement des décisions prises dans les bureaux des ministères, dont les haut fonctionnaires exécutent un va et vient permanent vers les conseils d'administration des monopoles capitalistes. D'élection cantonale en élection législative, de programme commun en querelle de la gauche, les leçons de la Commune deviennent là aussi toujours plus actuelles : ce qu'il faut à notre peuple, ce à quoi il aspire, c'est la dictature du prolétariat, mille fois plus démocratique que tout système parlementaire bourgeois.

Qu'était-ce en effet que la Commune ? C'était le peuple partout prenant la parole, saisissant églises et salles de spectacle pour y tenir, par milliers, ses assemblées de discussion, disant tout et mettant sa pensée dans des journaux enfin prêts à la publier, faisant entendre à ses représentants, propositions et initiatives par des centaines de pétitions et de délégations.

La poste, les contributions, l'imprimerie nationale, la canaille directoriale enfuie, sont réorganisées en un tour de main par l'initiative populaire, qui en profite, déjà, pour limiter le droit bourgeois, réduisant considérablement l'échelle des salaires. Voilà ce qu'ont construit, ici même à Paris, nos ancêtres les Communards, voilà ce qu'ils ont défendu au sacrifice de leur vie. Qui d'entre nous, dans les moments de lutte, n'a pas touché du doigt les germes de cette immense initiative dont le peuple est capable ? Combien plus grande sera-t-elle demain lorsqu'à notre tour, nous aurons pris le pouvoir !

Sur ce chemin, les ouvriers parisiens ont échoué voici un siècle. Faute d'avoir disposé d'un parti pour concentrer leur énergie révolutionnaire, les appeler à l'offensive avant que l'ennemi de classe soit réorganisé. Et aussi, pour avoir été coupés, par les savantes machinations de la bourgeoisie, de leurs alliés naturels : les petits producteurs de la campagne.

Aujourd'hui, cette alliance indispensable à la construction du pouvoir des ouvriers et des paysans se forge à travers mille luttes concrètes, qui deviendront un jour un courant irrésistible. Et le parti prolétarien, arme qui a manqué aux Communards, nous nous sommes engagés dans sa construction, et nous nous fixons pour tâche, camarades, de la poursuivre avec vous !

L'EXPERIENCE DU SOCIALISME EN CHINE ET EN ALBANIE

Mais c'est aussi dans les expériences contemporaines les plus avancées de notre classe, en Chine et en Albanie socialistes, que nous pouvons trouver les enseignements nouveaux pour l'édification de la société de demain.

En Chine, chacun le sait, les besoins essentiels de l'homme sont pleinement satisfaits pour chaque travailleur, dans une société d'où a disparu l'inquiétude des lendemains difficiles. Grâce à quel gigantesque effort de transformation de la nature, de remodelage des campagnes, d'édification rapide d'une industrie moderne, voilà ce qui reste un mystère pour la bourgeoisie.

Mais ce qui compte pour la classe ouvrière, c'est comment ces deux réalités sont liées, c'est que le formidable essor de la production chinoise doit son existence au fait que tous, dans la société socialiste, tendent leur effort de production dans un seul but : le bien-être de tous. Sans changement des rapports de production, sans renversement de la loi bourgeoise du profit, pas de mobilisation des énergies et de l'initiative populaires possible pour développer la production.

Ce bouleversement des rapports de production, l'expérience chinoise nous l'apprend, ne peut pas, ne doit pas s'arrêter en chemin. Changer, dans le travail, les rapports entre les hommes, combler l'écart existant entre travail manuel et intellectuel, entre ville et campagne, entre ouvriers et paysans, voilà les grandes tâches auxquelles se consacrent aujourd'hui nos camarades chinois. Ainsi, on voit les cadres, issus de la classe ouvrière, auprès de qui les travailleurs mènent une lutte fraternelle pour qu'ils n'oublient jamais leur classe, pour qu'ils remplissent avec enthousiasme leur devoir de participer à la production. On voit ouvriers et paysans s'attacher à la maîtrise des sciences et des techniques, peupler les écoles où désormais ils sont aussi les maîtres. Ainsi, la médecine descend parmi le peuple, les arts et la littérature deviennent ses moyens d'expression, l'université et le laboratoire ouvrent leur porte sur le vaste monde du travail, le sport, d'objet de trafic des talents, devient nouveau moyen de cimenter la fraternité humaine.

Cette tâche gigantesque, dans tous ses aspects, est fondée sur un principe essentielle : la classe ouvrière doit diriger en tout !

Principe dont l'application est l'objet d'une lutte constante. Aujourd'hui, le Parti Communiste Chinois se trouve engagé dans une grande lutte contre le déviationnisme de droite. Une fois de plus, les larges masses se trouvent saisies de la question : ou bien poursuivre sur la voie socialiste, ou au contraire permettre le développement des germes d'un rétablissement du capitalisme. Car, l'expérience l'a montrée, les actes décisifs de la prise du pouvoir, de la socialisation des moyens de production une fois accomplis, si la société change de ce fait de nature, si la classe ouvrière devient le facteur déterminant, tout n'est pas accompli pour autant. Dans les rapports qui s'établissent entre les hommes dans la production, dans la distribution des fruits du travail, dans les idées qui ont

cours, dans les multiples aspects de la société, subsiste l'héritage de l'ancien, du temps de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Voilà, camarades, une grave question que l'expérience chinoise nous montre qu'il est possible de résoudre à l'avantage de la classe ouvrière, des larges masses du peuple.

LES TÂCHES EXALTANTES QUI NOUS ATTENDENT

Certes, les conditions dans lesquelles le peuple chinois fait sa révolution sont bien différentes des nôtres. Mais n'avons nous pas, nous aussi, des tâches exaltantes qui nous attendent ? Transformer de fond en comble un appareil de production orienté vers une consommation factice, de mauvaise qualité, en un instrument de satisfaction réelle des besoins du peuple. Rétablir entre les hommes les rapports sociaux détruits par le capitalisme moderne et redonner vie aux traditions populaires enfouies sous l'uniformité bureaucratique, en donnant à cette vie sociale et à ces traditions un nouveau contenu, socialiste. Mettre fin au pillage des richesses du Tiers Monde, pour entreprendre une exploitation systématique des ressources nationales éliminant gaspillage et destruction de la nature. Eliminer graduellement l'écart monstrueux entre les villes tentaculaires et les campagnes condamnées à la mort lente. Bref, remodeler entièrement notre société : voilà pourquoi la classe ouvrière veut faire la révolution, établir son pouvoir avec les paysans, construire dans notre pays un socialisme vivant qui ne devra rien aux discours démagogiques, et tout à l'action consciente des masses.

Et ce que nous avons, dans la réalisation de ces objectifs, à tirer de l'expérience chinoise, c'est que ce pouvoir du prolétariat doit s'étendre à tous les domaines de la société. C'est que, tout en menant à bien l'édification socialiste, nous ne devons jamais oublier, une fois la révolution faite, que ce pouvoir ne se maintient, ne se développe que par la lutte des classes. De cela, il ne sera fondamentalement pas d'autre garant que la mobilisation consciente des masses.

Pour diriger cette lutte pour le socialisme, notre classe ouvrière a besoin d'un authentique Parti Communiste, d'un parti de type nouveau. Mais cette exigence n'est pas seulement une exigence de l'avenir, c'est une exigence du présent, pour qu'enfin la lutte de la classe ouvrière parvienne jusqu'à la prise du pouvoir, jusqu'à la révolution.

(à suivre)

Le texte intégral de l'intervention centrale prononcée par Max Cluzot, secrétaire politique du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l) au Rassemblement communiste du 21 mars 1976, est disponible.

le numéro : 1 F 50.
Passez vos commandes au
Quotidien du Peuple.
BP 225-75 924 Paris Cedex 19.

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Quasi entièrement

Savez-vous, c'est le premier journal que je lis quasi entièrement, le Quotidien du Peuple. Je vous dis bravo, car c'est vraiment le journal attendu par le peuple, qui répond à ses besoins et à ses désirs et qui lui permet de s'exprimer. Il manque encore un peu de style ironique et d'articles sur la vie quotidienne du peuple. Celui sur le boulanger de Montceau est un exemple du genre d'articles manquants.

Une lectrice institutrice

En taule

Je suis en France, et parfois, je me demande si je ne suis pas en taule. Dimanche soir, je rentrais de Paris. Une copine m'accompagnait jusque chez moi (au foyer Sonacotra) avec sa voiture. A l'arrivée, les flics étaient devant la porte et comme d'habitude, ils ont commencé à m'emmerder : d'où je venais, pourquoi je rentrais à cette heure-là, et quand ils ont vu que j'étais un arabe, ils ont demandé à la copine pourquoi elle m'accompagnait. C'est pas beau, tout ça ?

N.J. Dammarie-les-Lys

Réunion de lecteurs

Nous invitons les lecteurs et amis du Quotidien du Peuple des Pyrénées Atlantiques et départements environnants à assister à la première réunion du Quotidien du Peuple à Pau.

Complexe de la République
Place de la République
salle 7/4 - 7^e étage
Vendredi 26 mars à 20 h 30

Programme du Cinématographe (44, cours Suchet - Lyon 2^e)

«EL CHERGUI» :
Jeu. 25 mars : 19 h 45 - Ven. 26 mars : 19 h 45 - Sam. 27 mars : 15 h / 19 h 45 - Dim. 28 mars : 17 h / 21 h 40 - Lun. 29 mars : 21 h 40 - Mar. 30 mars : 19 h 45. 1^{ère} exclusivité*
«NATIONALITÉ, IMMIGRÉS» :
Jeu. 25 mars : 18 h 00 - Ven. 26 mars : 18 h 00 - Sam. 27 mars : 17 h 00 - Dim. 28 mars : 15 h. 1^{ère} exclusivité*
«SOUS LES PAVÉS LA PLAGE» :
Jeu. 25 mars : 15 h / 21 h 40 - Ven. 26 mars : 15 h / 21 h 40 - Sam. 27 mars : 21 h 40 - Dim. 28 mars : 19 h 45 - Lun. 29 mars : 19 h 45 - Mar. 30 mars : 21 h 40. 1^{ère} exclusivité*
(* les films en 1^{ère} exclusivité sont à 10 F, par l'abonnement : 6 F)

Pour soutenir le Quotidien du Peuple

Je donne :
100 F 50 F 10 F F

Nom.....
Adresse.....
Profession.....
Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cédex 19
CCP n°231 32 48 F Paris



A PROPOS DE L'ARTICLE DE P. SACONNET SUR LE FILM «UN GENIE, 2 ASSOCIES,...»

Chers camarades,

(...) Selon Saconnet, «la lucidité grandissante du large public» obligerait les industriels de la pellicule à «proposer un produit différent, toujours nouveau, susceptible d'exciter l'intérêt des spectateurs de plus en plus rebelles». Et devinez ce qui aurait causé cette «lucidité grandissante» ? L'expérience des luttes ? La diffusion des

idées justes ? Non. «Paradoxalement, la télé a beaucoup aidé les masses à se désintoxiquer de la culture bourgeoise». Par quel miracle ? «Un effet de saturation, de rejet».

Tout cela est faux, archi-faux. Si un large public rejetait la télé, ça se saurait (baisse des ventes de postes, baisse des indices d'écoute). Ce n'est pas le cas. Au contraire, la bourgeoisie

perfectionne sans cesse son instrument de domination idéologique le plus efficace, en renforçant l'illusion de participation des spectateurs (débat, tribunes, votes téléphoniques, jeux avec public, etc...). Il faut mesurer cette offensive, et non se cacher la tête sous le sable, comme Saconnet, qui prend son propre rejet pour celui des masses. (...)

Tu as l'air de prétendre en somme que les masses sont de plus en plus aliénées. Et tu proposes l'argument des statistiques quant à la vente des postes télé.

Oui, les travailleurs ont acheté la télé. Oui, ils la regardent, en mangeant, en bavardant. Ce sont surtout les enfants qu'elle arrive à fasciner. C'est mépriser les gens que de croire que le travailleur qui s'installe devant son poste se laisse «avoir» à tous les coups. Il sait bien qu'il va voir développer inévitablement le point de vue de la bourgeoisie. Il y a un point de vue critique dans les masses par rapport à la télé et particulièrement certaines émissions. Pourtant, cela ne les empêche pas de continuer à regarder la télé et même avec intérêt. Alors, pourquoi ? Il y a d'abord le fait que les travailleurs sont obligés de la regarder cette télé parce qu'ils n'ont guère d'autres possibilités culturelles. Du coup, ça crée des liens. L'information apportée par la télé, permet le débat, on discute à coup sûr le lendemain au travail avec les copains. Les images truquées sur le Vietnam, sur l'Espagne. On finit par en rire.

Le courrier que nous avons reçu au moment de la mort de Franco par exemple en atteste. Alors, on en rit, et c'est aussi dans de telles discussions que s'affirme le point de vue de classe des travailleurs. La décadence de l'idéologie bourgeois

se conduit les réalisateurs à une recherche éperdue du «nouveau», du «piquant». Prenons l'exemple du «Petit Rapporteur». Ne voir que l'objectif sans nul doute réactionnaire dans son fond, d'une telle émission, c'est se boucher les yeux. C'est oublier le plaisir certain qu'ont pris des tas de gens à voir ridiculiser sous leurs yeux, par exemple, quelques «pièces» bien représentatives du personnel politique de la classe dominante. Et ils avaient raison ! Il y a une «utilisation» en positif que font les gens de la télé, que la bourgeoisie ne peut empêcher, et notre rôle à nous, n'est-ce pas d'en rendre compte et de la développer ?

Paule SACONNET

Vie quotidienne

CANTINES CAPITALISTES ET CANTINES SOCIALISTES

Il y a chez nous, deux services : celui de midi moins le quart et celui d'une heure quinze.

A midi, déjeunent les ouvriers, les manutentionnaires et dans une salle séparée la maîtrise. Au second service d'un côté les employés, de l'autre les

coup de filles ne veulent plus manger au réfectoire à cause du bruit. Un certain nombre d'employés ne prennent que des suppléments et non le plat principal : ça leur paraît meilleur et surtout c'est moins cher. (Pour certaines aussi, c'est le résultat d'une propagande bour-

les problèmes politiques et d'échanger des idées sur les solutions à apporter.

Un lieu où l'on apprendrait à se connaître entre services, entre boîtes, entre gens du quartier, entre manuels et intellectuels, etc...

Un lieu où le service serait rationnel (où l'on n'a pas à attendre avant de manger), où il n'y a pas un bruit intense (l'emploi de machines adéquates dans la cuisine ; agencement adéquat des salles à manger ; matériau des cloisons, des sols, etc...), où il n'y aurait pas plus de déférence pour les uns que pour les autres, un lieu d'égalité, quoi, (ce qui est bon pour les uns, l'est aussi pour les autres).

Engageons le débat dans toutes nos cantines... Et faisons part à tous les lecteurs de ce qui se passe et se dit à la même heure dans des milliers d'endroits, où l'on déjeune en même temps.

une employée de chez COOP



cadres. Ce que je constate, c'est que ça ne s'arrête pas à la division en 4 groupes.

Pour ceux qui gagnent le moins, il y a un self service : on commence donc par faire la queue. Les plats sont souvent froids et parfois même, différents de ceux proposés aux «chefs» !

Pour ceux qui gagnent au mieux, eux, ils ont une femme de service, des menus chauds, des suppléments bien présentés...

Au restaurant des «subalternes», il y a beaucoup de vie, mais beaucoup de bruit. Beau-

geoise sournoise sur l'esthétique qui fait marcher l'industrie de «maigrissement» ! Voilà la possibilité de développer de gros profits sur la petite santé d'un certain nombre de collégues qui ajoutant à la fatigue, la mal-nutrition, sont faibles, nerveuses, et aptes à attrapper les microbes).

Nous nous posons certaines questions : (...)

Que sera une cantine en régime socialiste ?

Ce pourrait être un lieu de discussion ouvert à tous, nous permettant de discuter de tous

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
58 942

BLOC-NOTES

TÉLÉVISION

Juridique

LES SAISIES (2)

QU'EST-CE QUI PEUT ÊTRE SAISI ?

Dans le cas d'une saisie-arrêt sur salaire, on ne peut pas saisir la totalité du salaire. Le salaire annuel est divisé en tranches qui permettent de calculer ce qui peut être saisi. Ces tranches vont de 6 000 en 6 000 F. Sur les premiers 6 000 F, on peut saisir 1/20, puis 1/10, puis 1/5, 1/4, 1/3, 2/3. Tout ce qui est au-dessus de 36 000 F peut être saisi.

EXEMPLE :

Si un ouvrier gagne 1 700 F par mois, soit 20 400 F par an, voici comment on calcule ce qui peut être saisi dans son salaire.

1/20	de 6 000 F	300 F
1/10	de 6 000 F	600 F
1/5	de 6 000 F	1 200 F
1/4	de 2 400 F	600 F
20 400 F		2 700 F

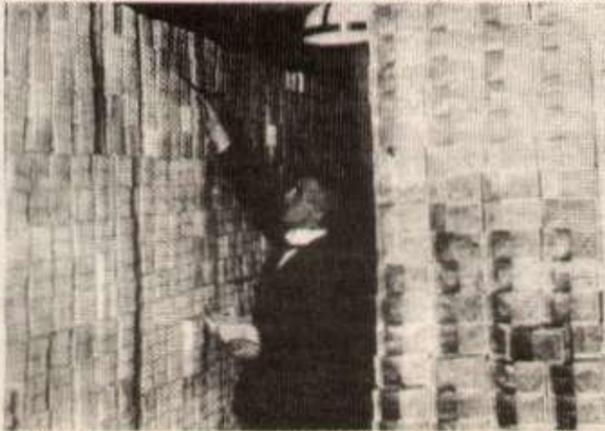
On ne peut donc saisir plus de 2 700 F pour toute l'année sur son salaire.

LE PROBLÈME DES PRESTATIONS DE SÉCURITÉ SOCIAL ET D'ALLOCATIONS FAMILIALES :

- Sont insaisissables :
 - l'allocation d'aide publique en cas de chômage total ou partiel,
 - l'allocation complémentaire pour assurer le SMIC en cas de réduction d'horaire en dessous de 40 H,
 - allocations pour charges de famille versées par l'employeur,
 - allocations familiales, allo-

- cations de salaire unique, de mère au foyer,
- allocations prénatales,
- allocations de maternité,
- allocations pour les mineurs handicapés,
- allocations pour les handicapés majeurs,
- allocations d'orphelin,
- rentes d'accident du travail,
- allocations de logement,
- pensions alimentaires,
- retraite (civile ou militaire),
- retraite du combattant,
- capital-décès de la sécurité sociale.

Mais au cas où il s'agit d'un non-paiement de loyer, l'allocation-logement peut être versée directement au propriétaire.



- Peuvent être saisis :
 - salaires et heures supplémentaires,
 - traitements (pour les fonctionnaires),
 - les primes ayant caractère de salaire,
 - les indemnités de préavis,
 - les avantages en nature,
 - indemnités journalières de la sécurité sociale,
 - les pensions et rentes de la sécurité sociale (sauf accident du travail).

- allocations d'ASSEDIC pour chômage total,
- les indemnités d'intempéries dans le bâtiment,
- toutes les allocations aux vieux,
- les allocations du Fonds National de Solidarité,
- les retraites complémentaires.

On voit que l'éventail est vaste !

COMMENT SE PRATIQUE UNE SAISIE-ARRÊT ?

Dès que le juge a donné l'autorisation de faire la saisie-arrêt, le greffier du tribunal prévient le patron par lettre recommandée. Celui-ci doit consigner la somme

mensuelle pour laquelle la saisie a été autorisée. Il versera les sommes ainsi retenues chaque trimestre au greffe du tribunal.

Cas des locataires d'HLM. Pour eux, en cas de non-paiement du loyer, aucune procédure n'est nécessaire, le prélèvement est fait comme pour les impôts, par le percepteur ou par le receveur municipal. (à suivre)

Mardi soir sur A 2 «Les dossiers de l'écran»

«MOÏSE»

«Les Dix Commandements» de C.B. de Mille s'étaient contentés d'illustrer pieusement l'histoire de Moïse, telle qu'on la trouve dans la Bible. Le feuilleton, dont le sixième épisode nous était présenté mardi aux dossiers de l'écran, était d'un niveau un peu plus subtil. L'auteur a manifestement cherché à nous présenter Moïse (B. Lancaster) comme un chef politico-militaire s'appuyant sur une idéologie religieuse pour imposer sa domination et pas seulement comme un prophète inspiré de Dieu.

UNE VOLONTÉ DE DÉMYSTIFICATION

Cette volonté de démystifier le personnage biblique se retrouvait également dans une certaine recherche de la fidélité historique, au niveau des costumes, des décors, et même de certains «miracles» présentés comme des événements naturels inhabituels. Mais alors, d'où vient cette impression «qu'on y croit pas» ? Probablement du fait que l'auteur n'est pas allé au bout de sa tentative, et réintroduit, par la bande, toute une interprétation métaphysique du rôle du peuple juif, de son choix par Dieu, utilisant abondamment le flou artistique, les couchers de soleil rougeoyant, et la voix off, pour figurer le Seigneur-tout-puissant.

UN DÉBAT PRUDENT

Sur la religion juive, sa conception de la Palestine comme «Terre Promise», du «peuple élu par Dieu», et son rôle, à l'heure actuelle, comme justification idéologique

du sionisme, il y avait, certes, matière à un riche débat.

Le résultat : un débat trainant en longueur où nous avons vu s'opposer M. Haedrich, tenant du gros bon sens bourgeois et qui cherchait à tout prix à savoir «comment ils avaient fait pour traverser la Mer Rouge», et un trio de théologiens, chrétien, israélite et musulman pour qui le caractère divin, donc «miraculeux» de la Bible, ne faisait manifestement aucun doute. De ce duel entre l'idéalisme métaphysique et le matérialisme vulgaire, ces frères jumeaux de la philosophie bourgeoise, que croyez-vous qu'il sortit ? Un ennui pesant.

IL NE FAUT PAS DEMANDER L'IMPOSSIBLE

Seule, une prise de parole de M. Laperrousaz, archéologue, ramenait le débat vers un terrain un peu moins insipide, en essayant de

montrer comment l'apparition du monothéisme (religion avec un Dieu unique) est liée à de profondes transformations de l'infrastructure de la société hébraïque de l'époque, passant d'un stade semi-nomade et soumis à l'esclavagisme à un stade d'agriculture sédentarisée et de petite production marchande. Bien évidemment, seule une analyse plus complète du bouleversement des rapports de production, et de l'apparition d'une nouvelle structure de classe aurait pu permettre d'expliquer cette révolution idéologique et religieuse dont la bible est le reflet.

Mais peut-on demander à des théologiens et des historiens bourgeois, de faire une analyse scientifique de l'histoire, même ancienne ? L'émission de mardi soir a prouvé, si besoin en était, qu'il ne faut pas demander l'impossible...

J.P. Boulogne

JEUDI 25 MARS

TF 1	20 h 30 - Le grand échiquier Le printemps des jeunes
20 h 00 - Journal	23 h 30 - Journal
20 h 30 - L'événement, magazine d'actualité : le redoutable ne répond pas, reportage	FR 3
21 h 35 - Baretta, série américaine	19 h 20 - Actualités régionales
22 h 30 - Allons au cinéma	19 h 40 - Tribune libre
23 h 00 - Journal	19 h 55 - Flash journal
A 2	20 h 00 - Les jeux de 20 heures
19 h 20 - Actualités régionales	20 h 30 - Hollywood et ses nouveaux auteurs
20 h 00 - Journal	Sept jours en mai, film américain (1963) avec B. Lancaster
	22 h 20 - Journal

feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

Résumé :

E. Snow quitte le front pour revenir à Pao-an. En chemin, il s'arrête à Ho-lien-wan.

52^e Épisode L'ARMÉE ROUGE ET LES CHRÉTIENS

Je restai trois jours à Ho-lien-wan, logeant au service de l'intendance qui était cantonné dans une vaste enceinte appartenant auparavant à un marchand de grain musulman. Du point de vue architectural, ce groupe de bâtiments n'était pas sans intérêt, avec son style général d'Asie centrale, ses lourds toits plats et ses profondes fenêtres mauresques trouant des murs d'au moins quatre pieds d'épaisseur.

E. Snow rencontre le vieux Li, ancien commerçant qui s'est enrôlé à 64 ans dans l'Armée Rouge.

«SALLE DU CULTE»

Le lendemain soir, comme je traversais un verger derrière la cour, je rencontrai un autre homme du Chansi, de vingt ans plus jeune que Li mais tout aussi intéressant. J'entendis un hsiao-koei appeler : «Li pai t'ang ! Li pai t'ang !» et regardai, curieux de savoir qui on nommait «Salle du Culte», ce qui est la façon chinoise de désigner une église chrétienne. Je trouvai là sur une hauteur un barbier qui rasait lisse comme un œuf la tête d'un jeune homme. M'étant informé, je découvris que son vrai nom était Kia Ho-tchong et qu'il avait autrefois travaillé dans la pharmacie d'un hôpital de mission américain à P'ing-Yang.

Chansi. Les «petits diables» lui avaient donné un sobriquet parce qu'il était chrétien et disait encore chaque jour ses prières.

Kia retroussa son pantalon et me montra une mauvaise blessure qu'il avait à la jambe et qui le faisait toujours boiter ; puis il releva sa vareuse et exhiba une cicatrice au ventre, où il avait été touché. C'étaient expliqua-t-il, ses souvenirs de combat et c'est pourquoi il n'était pas au front. La taille des cheveux n'était pas du tout son métier : il était soit pharmacien, soit combattant rouge.

Kia me dit que deux autres préposés de cet hôpital s'étaient joints aux Rouges avec lui. Avant de quitter, ils avaient discuté de leur intention avec le docteur américain de l'hôpital, dont le nom chinois était Li Jen. Le docteur Li Jen était «un homme de bien, qui soignait les pauvres sans les faire payer et n'opprimait jamais les gens». Et quand Kia et ses compagnons avaient demandé son conseil, il avait dit : «Allez-y. J'ai entendu dire que les Rouges sont des gens honnêtes et comme il faut et pas comme les autres militaires, et vous devriez être contents de vous battre à leurs côtés.» Et c'est ainsi qu'ils étaient partis pour devenir des Rouges, des Robins des Bois rouges.

— Peut-être que le docteur Li voulait simplement se débarrasser de vous, suggérai-je.

Le barbier le nia avec indignation. Il dit qu'il s'était toujours très bien entendu avec le docteur Li, qui était un homme excellent. Il me pria de lui dire, si jamais je le voyais, que lui Kia était toujours vivant, qu'il se portait bien, était heureux, et que dès que la révolution serait passée, il reviendrait reprendre sa place à la pharmacie. A

regret je quittai «Salle du culte». C'était un Rouge accompli, un bon coiffeur et un vrai chrétien.

LA POLITIQUE RELIGIEUSE

Soit dit par parenthèse, je rencontrai plusieurs chrétiens et ex-chrétiens parmi les Rouges. Nombreux étaient les chefs communistes — Chou En-lai en tête — qui avaient reçu l'instruction des écoles de missions étrangères, et quelques uns avaient été des chrétiens militants. Le docteur Nelson Fou, chef des services médicaux de l'Armée rouge, était autrefois médecin dans un hôpital méthodiste au Kiangsi. Quoiqu'il se fût porté volontaire pour travailler avec les Rouges et qu'il les soutînt avec enthousiasme, il n'avait pas abandonné sa foi, et c'est pourquoi il n'avait pas adhéré au Parti communiste.

Au Kiangsi, les soviets avaient poursuivi une vaste propagande anti-religieuse. Tous les temples, églises et biens d'église avaient été convertis en propriété d'État, et les moines, les religieuses, les prêtres, prédicateurs et missionnaires étrangers avaient été privés de leurs droits civiques. Tandis qu'au Nord-Ouest, une politique religieuse beaucoup plus modérée et tolérante fut mise en vigueur. En fait, la liberté des cultes était une garantie primordiale. On protégeait la propriété des missions étrangères et les missionnaires réfugiés étaient invités à retourner à leurs ouailles. Les communistes se réservaient le droit de répandre leur propre propagande anti-religieuse, tenant «la liberté de combattre le culte» comme un corollaire du privilège démocratique de la liberté des cultes.

(à suivre)

AMÉRIQUE DU SUD

OPPRESSION ET REVOLTE DANS LE CHILI DE PINOCHET -3-

DE L'OPPOSITION A LA RESISTANCE

PAR ALAIN LABROUSSE

Des illusions trop longtemps répandues à l'égard du caractère de la «résistance» chilienne conduisent aujourd'hui à une certaine prudence en ce domaine. Mais il faut également éviter de tomber dans un excès contraire, car les manifestations d'opposition des masses chiliennes à la dictature brutale de la junte sont indéniables.

UNE OPPOSITION SOURDE

La haine du peuple à l'égard de la junte se manifeste d'abord de mille et une manières dans la vie quotidienne. A travers les histoires drôles que l'on se transmet de bouche à oreille et qui ridiculisent les militaires. Par des réflexions à double sens dans les transports en commun, chez les commerçants. Dans les cinémas surtout, lorsque le public est nombreux. La Junte ayant pris l'habitude de faire précéder les films d'interminables «actualités» vantant ses réalisations, les spectateurs s'en donnent à cœur joie.

Un incident qui s'est déroulé l'année dernière au cours d'un match de foot-ball est à cet égard révélateur. L'équipe la plus célèbre du Chili, Cola-Colo était opposée à celle de Huachipato. Un joueur de ce dernier club ayant la malchance de se nommer... Pinochet, une tempête de sifflets et de huées s'éleva dans le stade lorsque le speaker prononça son nom au cours de la présentation des équipes.

L'incapacité de la Junte d'organiser des manifestations groupant plus de quelques milliers de personnes est également significative.



LES LUTTES OUVRIERES

Bien qu'un grand nombre d'organisations syndicales aient été mises hors la loi, et que la présentation de revendications fussent-elles économiques, entraîne des mesures répressives extrêmement dures, les luttes syndicales légales n'ont pas disparu. Les directions démocrates chrétiennes et droitières subissent en effet une vive pression de leurs bases.

C'est ainsi qu'en 1974 deux cent arrêts de travail ont été dénombrés. En août 1975, dix sept fédérations légales ont présenté des cahiers de revendications. En juin 1975, des milliers de chômeurs auxquels on avait promis des emplois sous-payés, n'ayant pas été embauchés, ont violemment manifesté ; à tel point que le quotidien réactionnaire «El Mercurio» prit leur défense, et s'en prit à la «bureaucratie» (sic) qui aurait été à l'origine de ces problèmes. En juillet ce fut au tour des retraités dont les pensions n'avaient pas été payées de manifester. Ils ont obtenu gain de cause. Ces manifestations spontanées ont été le résultat de la situation angoissante dans laquelle vivent ces diverses catégories.

D'autres manifestations de l'opposition syndicale et ouvrière sont organisées dans une semi-clandestinité. C'est ainsi qu'en août 1975, les mineurs du charbon à Lota, craignant de ne pas être réembauchés à la

suite d'un mois de vacances qui venait de leur être accordé, réalisèrent une assemblée dans les mines. Non seulement l'armée n'intervint pas, mais des garanties leur furent données.

Plus récemment les travailleurs de la raffinerie de sucre de Cocharacas se sont mobilisés pour éviter la dénationalisation de l'entreprise. Les employés de la compagnie nationale d'Electricité Chilectra, organisés clandestinement, ont distribué des tracts dans lesquels ils contestent la représentativité de leurs dirigeants désignés par la direction.

Toutes ces manifestations montrent non seulement que l'opposition à la Junte est très vive à l'intérieur de la classe ouvrière, mais que le pouvoir, qui doit tenir compte du rapport de forces, ne peut pas toujours réprimer brutalement.

LA RESISTANCE POLITIQUE

Il est extrêmement difficile d'évaluer les forces respectives des différents partis, leur degré d'implantation nationale, leur impact dans les masses. On peut cependant faire quelques observations.

Il semble qu'actuellement aucun parti ne soit capable de donner une expression organique aux manifestations de résistance que nous avons signalées. Dans le cas de la Démocratie Chrétienne parce qu'elle veut les réduire à de simples pressions pour provoquer le retour de Frei au pouvoir. Dans le cas du PC révisionniste parce que celui-ci vise avant tout à préserver son appareil et à

ne pas faire de vagues, dans la perspective d'un accord avec la Démocratie Chrétienne et les «militaires patriotes». Seul avec ces deux partis le MIR représentait il y a quelques mois une organisation nationale et unifiée. Mais il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'importance des coups qui lui ont été portés. Il semble cependant qu'une direction surgie de la base ait pris la relève des leaders qui ont été soit tués, soit contraints de se réfugier dans des ambassades et de choisir l'exil (Pascal Allende, Nelson Gutierrez).

Le parti socialiste conserve des bases importantes, mais il apparaît comme divisé et inégalement implanté. Il est encore plus difficile d'évaluer l'importance de groupes plus réduits comme le MAPU, la Gauche chrétienne, les deux PCR (ml), les Jeunesses Radicales Révolutionnaires, etc... Des tracts et des publications de ces différentes organisations circulent dans la clandestinité.

Il apparaît certain qu'aucune coordination au niveau national n'existe entre ces différents partis. L'ancienne Unité Populaire n'existe guère qu'à l'extérieur.

Par contre des actions communes ont lieu à la base, action qui rassemblent sur les lieux de travail et dans les quartiers des militants de ces différents groupes, de la démocratie chrétienne, du PC, etc... Le ciment étant constitué par l'opposition à la Junte et difficultés quotidiennes qu'il faut affronter.

L'ACTION DIRECTE

Cette forme d'opposition reste relativement isolée. Des sabotages ont été commis dans des usines. Des policiers et des militaires ont été assassinés aux abords des bidonvilles : il semble que ce soit là des actions de «désespérés», poussés par une haine compréhensible. Des attaques de banques ont eu également lieu, sans qu'il soit possible d'en identifier les auteurs.

Ce sont les militants du MIR qui ont été les protagonistes des affrontements armés les plus spectaculaires. C'est ainsi que le 5 octobre 1974, le secrétaire du MIR Miguel Enriquez était tué après une résistance acharnée. Le 15 octobre 1975 la police et l'armée encerclaient une ferme où se trouvaient réunis des dirigeants du MIR. Combattant contre des forces infiniment supérieures, ils réussissaient à rompre l'encerclement, mais un membre du Comité Central, Dagoberto Perez était tué.

En fait ces affrontements ne sont pas recherchés de façon délibérée par le MIR. Au moment du coup d'Etat il s'était replié en bon ordre, jugeant le rapport de force défavorable pour une résistance militaire. Par la suite ses militants ont eu la consigne, contrairement à ceux d'autres partis semblait-il de résister en cas de tentative d'arrestation. Attitude qui a été payante à diverses reprises. D'autre part le MIR a décidé d'assurer une couverture militaire à ses distributeurs de tracts. Etant une fois encore le seul parti à adopter cette attitude, il a subi des coups très durs.

Pas plus que les autres partis, il ne considère que l'étape actuelle exige des formes de luttes armées, que les masses ne sont pas prêtes à assumer.

L'OPPOSITION DE L'EGLISE

Assez paradoxalement c'est à l'intérieur de l'église qu'un régime, qui affirme reposer sur «les valeurs chrétiennes», rencontre les oppositions les plus constantes.

L'église catholique est cependant loin d'être monolithique. La majorité des évêques a d'abord accueilli favorablement le coup d'Etat. Celui de Valparaiso, monseigneur Tagle, évoqua à ce propos, «le malade qui a perdu un peu de sang au cours d'une difficile opération réussie». Ces secteurs servent de caution aux catholiques intégristes comme Arturo Fontaine et Jaime Guzman, rédacteurs de la «Nouvelle Constitution» qui sont les idéologues d'un régime «chrétien fasciste». L'attitude du cardinal Silva Henríquez, primat du Chili jusqu'à une date récente, apparaît ambiguë, dans la mesure où, tout en critiquant les excès du régime, il ne paraît pas remettre en cause sa légitimité.

Mais la répression qui n'épargne pas les militants catholiques, ainsi que le contact quotidien avec une population dont de larges secteurs souffrent d'un dénuement tragique, conduit l'Eglise à apparaître comme le seul frein aux exactions des militaires. C'est ainsi qu'en septembre 1975, trois diocèses du sud ont publié un document affirmant que «les paysans chiliens vivent aujourd'hui dans une situation angoissante».

L'aide apportée par certains prêtres au dirigeants du MIR en fuite, début septembre, provoqua une nouvelle tension entre l'église et la junte. Cette dernière obtint la dissolution du «Comité pour la Paix», composé de religieux et de laïcs, et la seule organisation à s'occuper activement au Chili des prisonniers politiques, à venir en aide à leur famille, à organiser des soupes populaires. Cependant, en janvier 1976, l'Eglise créait un autre groupe : «Vicaria de Solidaridad», qui se substituait au premier, et dont la direction était confiée à Christian Precht, ancien responsable du «Comité pour la Paix». Ce qui laisse présager de nouveaux conflits entre l'église et la junte. D'autant plus que le groupe catholique d'extrême droite «Société

Chilienne de la Défense de la Tradition de la Famille et de la Propriété» a, en février, appelé les chrétiens à désobéir aux secteurs de l'église «compromis avec le marxisme».



QUELLES PERSPECTIVES ?

Il est certain que l'isolement extérieur de la junte et les difficultés sur le plan économique, placent les militaires dans une position difficile. C'est dans ce contexte que l'on a vu se développer deux alternatives de droite à la politique de Pinochet.

Certains secteurs de l'armée, dont le commandant en chef de l'aviation le général Leigh est le porte parole le plus en vue, ont critiqué l'appauvrissement et la famine.

Ces militaires visent à créer un régime fasciste corporatiste en s'appuyant sur les classes moyennes propriétaires, car ils sont conscients de l'absence de perspectives d'un régime sans aucune base de masse.

Une autre opposition provient de la Démocratie chrétienne, et elle s'est en particulier fait entendre dans un manifeste du président Eduardo Frei qui a eu un large écho au Chili et à l'étranger. Il s'y oppose à la politique économique ultra-libérale du gouvernement, ainsi qu'aux «excès de la répression». Il vise en fait à gagner les secteurs de la bourgeoisie «nationale», liés à l'impérialisme, mais ayant intérêt au développement d'un marché intérieur. Cette position a été appuyée par des secteurs militaires, dont un des leaders était le général Aurellano Stark, limogé par Pinochet.

On voit donc que ce dernier a réussi à juguler sans trop de difficultés ces oppositions. Il continue à avoir l'appui des compagnies impérialistes et des secteurs de la bourgeoisie chilienne qui leur sont directement liés.

Surtout la pression des masses populaires, qui manquent de directions politiques, n'est pas encore suffisante pour placer le régime sur la défensive et l'obliger à chercher des positions de rechange. La lutte s'annonce longue et difficile. Mais on peut penser que la classe ouvrière, les paysans et tous les secteurs du peuple que deux ans de terreur fasciste n'ont pas réussi à démoraliser sauront à long terme se donner les moyens et l'organisation pour renverser la dictature de la bourgeoisie et de l'impérialisme.